



Les licences d'importation seront mises en adjudication

Le déficit commercial sera ramené à 10 milliards de dollars

Le ministre du Commerce, Mohamed Benmeradi, assure que les licences d'importation seront reconduites, l'année prochaine, mais elles ne seront pas généralisées à tous les produits.

Page 3

Irak

Près de 500 femmes de terroristes étrangers seront expulsées

Page 24

Plusieurs terroristes se sont déjà rendus aux autorités

Le ministère de la Défense réitère son appel à la reddition

Le ministère de la Défense nationale réitère son appel à la reddition à l'adresse des terroristes qui écumant encore les maquis du pays, dans un ultime avertissement pour bénéficier des dispositions réglementaires toujours en vigueur.

Page 2



La seconde phase de l'étude a été achevée

Un plan pour la protection du site archéologique de Tiddis

Page 6



Prix du pétrole

Le Brent ouvre la semaine à plus de 55 dollars

Les prix du pétrole se stabilisaient hier en cours d'échanges européens, proches des sommets atteints la semaine dernière. Peu avant la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 55,64 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 2 cents par rapport à la clôture de vendredi.

Page 5



Par Saâd Taferka

La nouvelle conjoncture économique que vit le pays depuis le début de la chute des revenus pétroliers, ne manque pas de charrier des questions délicates auxquelles le gouvernement devra faire face, et cela, non seulement dans le domaine des investissements publics - revus drastiquement à la baisse depuis 2015, avec des opérations de gel ou d'annulation de projets - le train de vie de l'Etat, les ressources nécessaires au maintien des subventions

Maintenance et entretien des équipements publics

Comment se soustraire à la dépendance étrangère ?

au soutien des prix à la consommation, mais également dans le grand chapitre de l'entretien et de la maintenance des ouvrages déjà réalisés dans le cadre des plans quinquennaux mis en œuvre depuis 1999. Outre les objectifs techniques et sociaux fixés aux plans quinquennaux de développement - à savoir la réhabilitation et mise à niveau des infrastructures du pays, création d'une base infrastructurelle pour les investissements privés - la part managériale inhérente à la planification économique n'est pas à négliger, même si le budget de l'Etat continue à être décliné en lois de finances annuelles. Cependant, il y a lieu de rappeler que la loi de finances 2017 constitue le premier élément de ce qui a été dénommé le «cadrage budgétaire»,

ayant tracé les grands agrégats des lois de finances jusqu'à 2019. On ne sait pas encore, à cette phase de préparation de la loi de finances 2018, si le gouvernement de Ahmed Ouyahia va maintenir ce cadrage élaboré par l'équipe de l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal.

Les lois de finances annuelles, qui ne sont plus «corrigées», depuis 2016, par des lois complémentaires au milieu de l'année - comme ce fut l'habitude pendant plus d'une dizaine d'années - prennent en charge les autorisations de programmes et les crédits de paiement dans la colonne intitulée «budget d'équipement», en vue d'honorer les engagements de réalisation pris dans les plans quinquennaux.

Page 4



Plusieurs terroristes se sont déjà rendus aux autorités

Le ministère de la Défense réitère son appel à la reddition

Le ministère de la Défense nationale réitère son appel à la reddition à l'adresse des terroristes qui écument encore les maquis du pays, dans un ultime avertissement pour bénéficier des dispositions réglementaires toujours en vigueur.



Par M. Ait Chabane

Cet appel aux terroristes «pour qu'ils saisissent l'opportunité de bénéficier des dispositions réglementaires en vigueur, à l'instar de ceux qui se sont rendus aux autorités sécuritaires», intervient suite à la reddition d'un élément terroriste récemment dans la wilaya de Jijel. Il se veut l'expression de la politique de Réconciliation nationale adoptée par le Président de la République et la main tendue des autorités envers toutes les personnes qui ont pris les armes et rejoint le maquis depuis plusieurs années. Une politique judiciaire qui a porté ses fruits et permis à l'Algérie de s'inscrire dans la stabilité après une décennie de feu et de sang.

D'ailleurs, le chef de l'Etat n'a cessé de rappeler la nécessité de préserver ces acquis de stabilité et de sécurité sans lesquelles l'on ne peut prétendre à nul développement économique et humain. Ceci dit, l'Armée nationale populaire (ANP) poursuit résolument et avec la même détermination la lutte contre les résidus du terrorisme, en témoignent les innombrables opérations de ratissage opérées sur le territoire national et qui se sont soldées par des résultats satisfaisants. En effet, les éléments de l'Armée ont éliminé plusieurs dizaines de terroristes dans plusieurs wilayas du pays, détruit des casemates et des caches et récupéré par là même des lots d'armes et de munitions. Pour rappel, un dangereux terroriste, activant depuis

2005, s'est rendu dimanche dernier aux autorités militaires près d'El Milia, à l'Est de la wilaya de Jijel, selon un communiqué du MDN. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des forces de l'Armée nationale populaire, le dangereux terroriste dénommé D. Fares dit Abou Oussama, s'est rendu, aujourd'hui 17 septembre 2017, aux autorités militaires près d'El Milia, à l'est de la wilaya de Jijel/5 Région militaire. Ledit terroriste qui avait rallié les groupes terroristes en 2005, était en possession d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, trois chargeurs de munitions garnis et une paire de jumelles», précise la même source. Pas plus loin que jeudi dernier, trois éléments de soutien aux terroristes ont été arrê-

tés à Médéa lors d'opérations de recherche et de ratissage menées par des détachements de ANP. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'opérations de recherche et de ratissage, des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté, le 14 septembre 2017 à Médéa (1^{ère} Région militaire), trois éléments de soutien aux terroristes et saisi un fusil semi-automatique de type Simonov ainsi qu'une quantité de munitions à Jijel (5^{ème} RM)», précise la même source. C'est dire les efforts continus consentis par l'Armée dans le cadre de la lutte antiterroriste et la grande vigilance dont elle fait preuve en cette conjoncture sécuritaire cruciale marquée par la multitude de foyers de tension sur nos frontières immédiates. **M.A.C.**

Destruction de mines antipersonnel

Gaïd Salah réaffirme le respect de l'Algérie de ses engagements internationaux

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a souligné, hier à Djelfa, le respect par l'Algérie de ses engagements internationaux à travers la destruction du stock restant de mines antipersonnel détenu par l'ANP, conformément à la Convention d'Ottawa.

Président au nom du Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, au polygone central de l'Air à Hassi Bahbah (1^{ère} RM), la phase finale de la destruction publique du stock de mines antipersonnel, le général de corps d'Armée, Gaïd Salah, a souligné «le respect par l'Algérie de ses engagements internationaux».

«C'est pour moi un insigne honneur que de présider, au nom de Son Excellence, M. le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, la cérémonie

de destruction du stock restant de mines antipersonnel détenu par l'Armée nationale populaire, en conformité avec nos obligations internationales découlant de la mise en oeuvre de la Convention dite d'Ottawa, sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, conclue à Oslo le 18 septembre 1997 et ratifiée par notre pays le 17 décembre 2000», a-t-il dit. Cette opération intervient en exécution des dispositions de la convention d'Ottawa, portant sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et leur destruction. Cette dernière phase intervient pour couronner de précédentes opérations de destruction de mines antipersonnel dont la cérémonie de lancement a été présidée par le Président de la République le 24 novembre 2004.

Il a indiqué que cet «important événement, qui consiste en la des-

truction du stock restant des mines antipersonnel en Algérie, estimé à 5.970 mines», coïncide avec la commémoration du 20^{ème} anniversaire de l'adoption de la convention d'Ottawa. L'opération s'est déroulée en présence de membres du gouvernement, de membres du corps diplomatique accrédités à Alger, des attachés militaires accrédités et résidant en Algérie, des autorités militaires et des représentants de la société civile aux côtés d'invités étrangers en qualité d'observateurs ainsi que des représentants des médias nationaux.

Par la suite, le général de Corps d'Armée a rappelé à l'assistance l'allocation du président de la République lors de sa présidence de la cérémonie de lancement de destruction du stock restant de mines antipersonnel le 24 novembre 2004.

«En ce lieu, précisément et en date du 24 novembre 2004, Son Excellence le Président de la

République, avait souligné que l'Algérie tenait, à travers cette cérémonie de destruction de son stock de mines antipersonnel, à démontrer son adhésion active et réelle à la démarche entreprise par la communauté internationale, visant à débarrasser le monde de cette arme meurtrière», a-t-il encore rappelé.

«Le Président de la République a tenu à souligner que ce sont les circonstances particulières auxquelles l'Algérie a dû faire face dans ce domaine, qui nous ont contraint à entamer une démarche résolue de déminage et d'assainissement du territoire national, bien avant l'adoption de la Convention d'Ottawa en 1997, sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction. De par son Histoire et son ferme attachement aux instruments de désarmement et de droit humanitaire, l'Algérie a embrassé une noble cause, en adhérant à

cette Convention», a-t-il ajouté.

«Le Président de la République a ajouté que la signature et la ratification de cette Convention, par l'Algérie, ainsi que l'opération de destruction de son stock de mines antipersonnel, constituent un pas géant sur la voie de l'élimination définitive de cette munition fatale et aveugle. C'est également un engagement international qu'il nous tenait à cœur d'honorer, d'autant que l'Algérie a énormément souffert des séquelles de ce fléau et ose espérer que les dispositions de cette Convention soient scrupuleusement respectées par tous», a-t-il poursuivi.

Le général de corps d'Armée a affirmé que «les résultats réalisés aujourd'hui constituent le fruit d'un travail assidu et des efforts laborieux qui ont été fournis pour délier notre pays des mines disséminées par le colonisateur le long de nos frontières Est et Ouest et qui ont causé des milliers de victimes». **Reda A.**

Ligue arabe

Le conseiller du président du Cnes, Ismaïl Medjahed décoré

La Ligue arabe a décoré, dimanche au Caire, l'Algérien Ismaïl Medjahed, conseiller du président du Conseil économique et social (Cnes), de la médaille du «jeune modèle» à l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse, célébrée le 17 septembre de chaque année.

Ismaïl Medjahed a été choisi par la Ligue arabe représentée par les départements de la jeunesse et des sports et celui de la société civile, ainsi que le Conseil de la jeunesse arabe, parmi 20 jeunes sélectionnés sur un total de 300 participants représentant 20 pays arabes.

La cérémonie de distinction s'est déroulée au siège du secrétariat générale en présence de plusieurs ministres arabes et responsables à la Ligue.

Le secrétariat général de la Ligue arabe (département des affaires sociales-direction de la société civile et direction de la jeunesse et des sports) ont lancé dimanche au siège de la Ligue, en coordination avec le Conseil de la jeunesse arabe pour le développement, l'initiative du «jeune modèle».

Selon le directeur du département de la jeunesse et des sports à la Ligue et responsable du secrétariat technique du conseil arabe des ministres de la jeunesse et des sports, Abdelmounim El Chairi, cette initiative est d'autant plus importante que le jeune est «un partenaire important dans la société et assume un rôle vital dans le développement de sa société et la construction de son avenir». **R. N.**

Les licences d'importation seront mises en adjudication

Le déficit commercial sera ramené à 10 milliards de dollars

Le ministre du Commerce, Mohamed Benmeradi, assure que les licences d'importation seront reconduites, l'année prochaine, mais elles ne seront pas généralisées à tous les produits.



Par Karima Nacer

Invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, le ministre du Commerce a souligné que suivant la tendance actuelle des importations, la facture sera ramenée à moins de 40 milliards de dollars d'ici la fin de l'année contre 47 milliards en 2016. Le ministre du Commerce, estime qu'avec toutes les mesures prises, le déficit commercial sera ramené de 17 à 10 milliards de dollars à la fin 2017.

En outre, le ministre a indiqué que les licences d'importation seront reconduites, l'année prochaine, pour la majorité des produits concernés. Cependant, il a annoncé que le gouvernement va opter pour une «mise en adjudication» des licences, ce qui garantira, a-t-il expliqué, leur transparence. Sur ce point, le ministre affirme qu'il sera procédé à la publication de la liste des produits soumis aux licences dès jan-

vier 2018 pour éviter des importations massives avant leur mise en place. Par ailleurs, Mohamed Benmeradi qui fait savoir que pour l'année prochaine, les licences d'importation seront reconduites pour la quasi totalité des produits, excepté pour le ciment. Car, a-t-il expliqué, la production nationale est suffisante pour couvrir les besoins locaux, voire exporter. «Nous avons d'ailleurs reçu des demandes d'autorisation d'exportation de la part de producteurs locaux», a-t-il affirmé.

M. Mohamed Benmeradi rappelle que les importations du pays se sont vu multiplier par six entre l'année 2000 et 2014, notamment durant cette dernière année, lors de laquelle elles ont dépassées les 58 milliards de dollars. Reconnaisant que ce montant est important, il explique que 65% de celui-ci a été consacré aux importations d'équipements industriels et autres intrants destinés à la production

nationale. Il ajoute que 17% ont été réservés aux biens de consommation alimentaires (céréales, lait et viandes en particulier) et que les 17% restant ont été notamment réservés à l'importation de véhicules. Le ministre du Commerce impute cet accroissement des importations par «le recul de la production nationale, à l'ouverture débridée de l'économie nationale, au titre d'un ajustement structurel imposé de l'extérieur que nous n'avons pas du tout maîtrisé». Le ministre a cité l'exemple de filières considérées à tort comme «saturées», tels les matériaux de construction ou des productions agroalimentaires. Selon le ministre, il existe, aujourd'hui, très peu de filières industrielles qui parviennent à assurer une bonne couverture de la demande nationale, laquelle, est compensée par les importations. Expliquant pourquoi l'introduction des licences d'importation n'a pas réussi à faire baisser les importations, le ministre a

répondu que dans les mois qui ont précédé l'introduction de celles-ci, il a été procédé à des importations massives. Ce qui s'est encore produit cette année, pour certaines productions, telles les céramiques, le bois, le rond à béton ou le ciment.

Cependant, le ministre rassure que cette situation est appelée à ne pas se reproduire. Il a signalé que pour 2018, et tout en reconduisant le principe des licences, il va être encouragé la reprise de la production nationale en imposant des barrières aux produits fabriqués localement et en facilitant l'accès de ceux indispensables à l'appareil de production. Concernant l'automobile, dont les licences d'importation pour 2017 n'ont pas été encore libérées, Mohamed Benmeradi affirme qu'il est fort probable qu'elles ne soient pas attribuées, estimant que la production nationale atteindra 100 000 véhicules cette année.

K. N.

Haut commissariat à l'amazighité Initiation en tamazight pour les fonctionnaires du Système des Nations unies

Le Haut commissariat à l'amazighité (HCA) et le bureau du Système des Nations unies (SNU) en Algérie lancent, dès mercredi 20 septembre 2017 à Alger, une première session d'initiation à la langue amazighe, destinée aux fonctionnaires de l'organisation onusienne, indique dimanche le HCA, dans un communiqué.

«L'un des objectifs visés par cette formation est, entre autres, l'assimilation des 17 Objectifs de développement durable en langue amazighe, la lecture et l'écriture et la consolidation des connaissances en langue amazighe», est-il précisé de même source qui considère que «la traduction des ODD en tamazight est une opportunité pour rendre visibles, à l'échelle mondiale, les avancés réalisées en Algérie dans la promotion de la langue amazighe».

Soulignant que cette étape s'inscrit «dans le même sillage que la traduction de la Déclaration des droits de l'homme et la Convention de l'enfant», le HCA a ajouté que cette formation «est le résultat du partenariat» établi le 16 mai dernier, lors d'une cérémonie organisée au siège du HCA, en présence du coordonnateur résident du SNU et du représentant résident du Programme des Nations unies pour le Développement (Pnud) en Algérie, Eric Overvest, et du secrétaire général du HCA, Si El Hachemi Assad.

Le HCA informe, enfin, que ladite formation se tiendra à partir de 13 h au siège du SNU, sis au 41 rue Mohamed Khodi, El Biar (Alger).

R. N.

Elections locales du 23 novembre

Quatre décrets y afférents publiés au Journal officiel

Par S. A. Mohamed

Les élections locales du 23 novembre approchent à grand pas et les partis et indépendants s'y préparent activement. De son côté, l'administration donne plus de précisions quant aux procédures à suivre concernant le recueil de signatures et autres dépôts de listes de candidatures.

En effet, quatre décrets exécutifs viennent d'être publiés dans le dernier *Journal officiel* et ce, en prévision des prochaines élections locales. Ainsi, le premier décret exécutif est relatif à la définition et aux conditions de retrait du formulaire de déclaration de

candidature à l'élection des membres des Assemblées populaires communales (APC) et de wilayas (APW) tandis que le second décret est inhérent à la définition et aux conditions de retrait, de signature et de légalisation du formulaire de souscription de signatures individuelles pour les listes des candidats. Les formulaires de souscription de signatures individuelles, stipule le décret, doivent être «accompagnés d'une fiche informatisée comportant les informations des signataires et présentés au président de la commission administrative électorale territorialement compétente et à l'un des présidents de commissions administratives électorales des

communes relevant de la wilaya territorialement compétente». Cette procédure, est-il ajouté, devant intervenir «au moins 24 h avant l'expiration du délai de dépôt des listes de candidatures» et ce, conformément à l'article 74 de la loi électorale du 25 août 2016. «Dans le cas du manque de nombre de signatures requises, le représentant dûment habilité de la liste candidate peut, avant l'expiration du délai de dépôt des formulaires sus-cité, demander par écrit au président de la commission administrative électorale concernée de lui octroyer un délai pour compléter les signatures manquantes accompagnées d'une fiche informatisée actualisée», est-il encore précisé.

Le troisième décret exécutif fixe, quant à lui, les modalités de dépôt des listes de candidats à l'élection des membres des APC et APW, dont le délai imparti à ces derniers pour ce faire. Ainsi, l'article 4 dudit texte stipule que «la liste des candidats doit être accompagnée d'un dossier pour chaque candidat titulaire et suppléant figurant sur la liste», tout en définissant les pièces devant constituer le dossier en question. L'article 5 précise, par ailleurs, qu'«après le dépôt des listes de candidatures, aucun ajout, ni suppression, ni modification de l'ordre de classement ne peut se faire», et énumère les exceptions pouvant autoriser les procédures susmentionnées. Le dernier décret

exécutif fixe, pour sa part, le libellé et les caractéristiques techniques des bulletins de vote à utiliser pour l'élection des membres des Assemblées appelées à être renouvelées lors du prochain scrutin. Il y est ainsi détaillé, dans l'article 4, les indications devant figurer dans ces bulletins, y compris pour les listes présentées «sous l'égide d'un ou de plusieurs partis politiques» ainsi que pour les listes de candidats «indépendants». Il faut noter à propos des élections que si les partis politiques arrivent tant bien que mal à établir des listes électorales, ce n'est pas le cas des indépendants soumis, eux, à l'obligation de récolter des parrainages (signatures). S. A. M.

Maintenance et entretien des équipements publics

Comment se soustraire à la dépendance étrangère ?

La nouvelle conjoncture économique que vit le pays depuis le début de la chute des revenus pétroliers, ne manque pas de charrier des questions délicates auxquelles le gouvernement devra faire face, et cela, non seulement dans le domaine des investissements publics - revus drastiquement à la baisse depuis 2015, avec des opérations de gel ou d'annulation de projets - le train de vie de l'Etat, les ressources nécessaires au maintien des subventions au soutien des prix à la consommation, mais également dans le grand chapitre de l'entretien et de la maintenance des ouvrages déjà réalisés dans les cadre des plans quinquennaux mis en œuvre depuis 1999.



Par Saïd Taferka

Outre les objectifs techniques et sociaux fixés aux plans quinquennaux de développement - à savoir la réhabilitation et mise à niveau des infrastructures du pays, création d'une base infrastructurelle pour les investissements privés - la part managériale inhérente à la planification économique n'est pas à négliger, même si le budget de l'Etat continue à être décliné en lois de finances annuelles. Cependant, il y a lieu de rappeler que la loi de finances 2017 constitue le premier élément de ce qui a été dénommé le «cadrage budgétaire», ayant tracé les grands agrégats des lois de finances jusqu'à 2019. On ne sait pas encore, à cette phase de préparation de la loi de finances 2018, si le gouvernement de Ahmed Ouyahia va maintenir ce cadrage élaboré par l'équipe de l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal.

Les lois de finances annuelles, qui ne sont plus «corrigées», depuis 2016, par des lois complémentaires au milieu de l'année - comme ce fut l'habitude pendant plus d'une dizaine d'années - prennent en charge les autorisations de programmes et les crédits de paiement dans la colonne intitulée «budget d'équipement», en vue d'honorer les engagements de réalisation pris dans les plans quinquennaux.

Après les plans triennaux et quadriennaux mis en œuvre, avec un bonheur inégal, pendant les années 1970 du siècle dernier, un certain flottement a prévalu par la suite dans l'élaboration du budget de l'Etat (plans sectoriels et plans communaux de développement, fonds d'affectation spéciale), d'autant plus que l'ancienne «mode» des régimes socialistes basée sur l'économie planifiée a été battue en brèche par le

vent du libéralisme triomphant. Ce fut, évidemment, une idée farfelue de mettre la planification - en tant que mode de gestion de l'économie nationale - sur le banc des accusés lorsqu'il s'agit de rechercher les raisons de l'échec économique du pays. Car dans l'éventail des possibilités d'utilisation de ce concept et des mécanismes pratiques qui le sous-tendent, on peut insérer une multitude de gouvernances économiques qui ont pour dénominateurs communs la rationalité, la prévision et la prospective. On sait que les économies les plus libérales d'Europe occidentale n'ont dû leur salut, après la Seconde Guerre mondiale, qu'à la mobilisation du Plan Marshall et à l'application de plans de développement étendus sur plusieurs années. Donc, l'idée prédominante qui présente la planification comme étant un schéma purement «socialiste» est à congédier au profit d'une vision renouvelée, sollicitant une base scientifique où se rejoignent les préoccupations d'un réel management des ressources financières et humaines et la dimension spatiales d'aménagement du territoire.

Fonctionnalité et besoins nouveaux

Mais la planification est loin de se restreindre à ses segments, qui sont par ailleurs d'une importance majeure. Elle englobe également la projection de la maintenance et de l'entretien des ouvrages réalisés (infrastructures et équipements), d'autant plus qu'ils sont destinés, aussi bien à satisfaire les différents besoins de la population actuelle et des générations avenir, qu'à servir de base aux investissements productifs portés par les entreprises publiques et privées et par les partenaires

étrangers dans le cadre des investissements directs étrangers (IDE).

Maintenir le niveau de fonctionnalité et d'opérationnalité des ouvrages (routes, chemins de fer, stations de refoulement de gaz, barrages hydrauliques, stations de dessalement de l'eau de mer, centrales électriques, unités de production de l'énergie solaire...), de façon à fournir des services publics performants et qui s'adaptent toujours à la demande sociale qui s'accroît de jour en jour, est un pari difficile à tenir à l'ombre de la dette financière et surtout en raison d'un déficit de transfert de technologie ayant conduit l'Algérie à fonctionner dans plusieurs domaines, presque sur le même principe que celui des années 1970 du siècle dernier, à savoir se faire délivrer des usines «clefs en main».

Les ouvrages d'équipements publics réalisés au cours de ces 15 dernières années ont tous besoin, à un degré ou un autre, de la maintenance et des travaux d'entretien, sans quoi les prestations de services risquent de voir leur niveau régresser fortement, en volume et en qualité, ou s'arrêter complètement, cela, au moment même où la démographie du pays connaît de nouveaux bonds, avec plus d'un million de naissances vivantes par an.

C'est que, depuis le lancement des grands chantiers d'investissements publics, l'Algérie n'a pas investi dans la ressource humaine, aussi bien sur le plan de la connaissance technique et technologique, que sur le plan du management. La plupart des ouvrages ont été réalisés par des entreprises étrangères, avec, pour certaines d'entre elles, de vaines promesses de former des techniciens et de la main-d'œuvre algériens.

Les entreprises et les bureaux d'études

algériens sont tenus à une distance respectable des grands projets inscrits dans le cadre des plans quinquennaux. Plusieurs d'entre elles ont même été amenées à quémander des sous-traitances auprès des opérateurs étrangers détenteurs de marchés publics algériens.

Des efforts financiers et de formation

Outre cette absence de vision stratégique, qui vaut aujourd'hui au pays, avec le repli des recettes pétrolières, une forme d'asthénie et une absence de ressorts, ceux qui eurent à concevoir et à mettre en œuvre les programmes d'investissements publics, ce sont visiblement précipités dans un climat d'euphorie financière qui a conduit l'Algérie à dépenser sans compter, à faire acquiescer au pays parfois des technologies de dernière génération pour lesquelles le personnel d'entretien et de maintenance n'est pas toujours prévu. Ainsi, il n'est pas surprenant de tomber sur des appareillages médicaux ou des segments de technologie dans certaines unités qui demeurent en panne pendant plusieurs mois, voire des années, en l'absence de personnel spécialisé en maintenance et entretien.

Pour le cas de certains ouvrages, le coût des entretiens est très lourd, particulièrement lorsque les normes et le protocole de réalisation ne sont pas respectés. Il en est ainsi des barrages hydrauliques dont les bassins versants, s'étendant sur des milliers de kilomètres carrés, ne sont pas protégés. Il est absurde et irresponsable que des ouvrages stratégiques, assurant un certain niveau de sécurité alimentaire du pays et réalisés à coup de millions ou de milliards de dollars, soient abandonnés à leur sort, particulièrement dans le contexte de la sécheresse que vit l'Algérie depuis deux ans. Des dizaines de barrages sont en train de perdre chaque jour leur capacité de stockage en raison de la non-protection de leur bassin versant par un couvert végétal. Outre la diminution de la longévité et de la capacité de l'ouvrage suite à l'envasement, les équipements eux-mêmes (pompes, tuyauteries...) sont exposés à la détérioration. Il en est de même des équipements des stations de dessalement de l'eau de mer qui subissent un travail de corrosion du fait du sel marin.

L'un des exemples de la difficulté à entretenir des ouvrages et des équipements publics, particulièrement en période de recul des recettes pétrolières, est celui donné l'année dernière par le ministère des Travaux publics, à savoir que l'entretien des routes algériennes coûtera quelque 200 milliards de dinars par an, soit environ 2 milliards de dollars, en rappelant la norme édictée dans ce domaine par la Banque mondiale, consistant à réserver l'équivalent de 1 à 2% de la valeur du patrimoine routier pour les travaux d'entretien. Le calcul donne, pour l'Algérie, un budget à mobiliser de 200 milliards de dinars par an. Il a été rappelé par le ministère que l'entretien total du réseau routier national nécessite un plan d'action d'une durée de 10 ans, «un objectif qui n'a pas été atteint sur la décennie 2005-2015 puisque le taux d'entretien a été de 84% du réseau».

Le cas des routes et des autoroutes peut être étendu et généralisé à l'ensemble des ouvrages réalisés au cours des 17 dernières années (chemins de fer, ouvrages hydrauliques, métro, tramway, réseaux d'adduction d'eau potable, les cimenteries...). La maintenance, englobant l'entretien et la réparation, requiert des efforts, non seulement financiers, mais également des efforts de formation technique dans différents domaines que l'Algérie est tenue d'engager rapidement afin de se soustraire à l'éventualité d'une pénalisante dépendance technologique vis-à-vis de l'étranger.

La cueillette a démarré à Ghardaïa

Une production de 6 000 quintaux d'arachides attendue

Une production de plus de 6 000 quintaux d'arachides «bio» est prévue au terme de la campagne de cueillette qui a démarré depuis quelques jours dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris hier du directeur des services agricoles (DSA).



Cette campagne, qui se poursuivra durant un mois, cible une superficie totale de 400 hectares avec un rendement moyen de 15 quintaux à l'hectare, a précisé à l'APS, Mustapha Djekboub, soulignant que ce faible niveau de rendement est du principalement à la «faible technicité» des exploitants sur des parcelles éparses.

L'arachide (ou cacahuète), une plante de la famille des fabacées, est cultivée en irrigué sur des sols sablonneux situés principalement au sud de la

wilaya de Ghardaïa, dans les localités de Seb-Seb, Mansourah, Métili et El Menéa, marquées par l'existence d'un potentiel hydrique minéralisé et l'ensoleillement favorables au développement de cette culture de «haute qualité gustative», très appréciée par la population, a-t-il expliqué.

Selon les ingénieurs agronomes de la DSA, la culture des cacahuètes dans la région de Ghardaïa remonte aux années 1930 du siècle dernier. Elle a été introduite par un agriculteur dans la région de Seb-Seb

en réalisant un semis d'un kilogramme d'arachide d'une variété égyptienne avant d'être cultivée et répandue dans les autres localités de la wilaya. Cependant, cette culture d'arachide reste au stade traditionnel avec des exploitations à petite échelle et des méthodes de culture rotative avec d'autres cultures vivrières, a souligné un technicien de la DSA.

Les travaux de semis sont réalisés manuellement par les agriculteurs qui sont confrontés à de nombreux problèmes, en particulier

leur ignorance de l'itinéraire technique de cette culture et aux nombreux ravageurs de ce type de culture notamment les moineaux, les rongeurs et autres ennemis, a indiqué le même technicien.

Des spécialistes dans le développement rural estiment que l'intensification de cette culture stratégique, soutenue par une formation technique des agriculteurs, peut assurer un développement durable pour ces contrées enclavées en créant des unités de conditionnement de cacahuètes, des huileries ou savonneries. De la famille des légumineuses ou fabacée, *Arachis hypogaea*, l'arachide est très nutritive. Ses grains ou cacahuètes renferment entre 40 et 50% d'huile, 20 à 30% de protéines et constituent aussi une source considérable en vitamine B, a-t-on fait savoir à la DSA.

Parmi tous les produits qui s'offrent aux touristes et autres visiteurs du souk de Ghardaïa, notamment les différentes variétés de dattes précoces, les cacahuètes de Seb-Seb retiennent l'attention et ont gagné, de par leur qualité très nutritive, une notoriété qui a dépassé les frontières de la wilaya de Ghardaïa.

L. M.

Aujourd'hui à Oran

Rencontre algéro-tunisienne sur l'économie verte

■ Une rencontre algéro-tunisienne visant à «identifier des pistes de partenariat» dans le domaine de l'économie verte est prévue mardi à Oran, a-t-on appris hier du chargé de la communication du Bureau R20 Med assurant la représentation méditerranéenne de l'ONG R20 (Regions of climate actions). La délégation tunisienne sera composée de représentants du Projet de coopération euro-méditerranéenne Energie-Emploi-Territoires (EET), basé en Tunisie, qui entame lundi une visite de trois jours à Oran, à l'invitation du Bureau R20 Med, a précisé à l'APS, Anès Houari.

«L'objectif de cette visite consiste également à faire découvrir à la délégation hôte des initiatives algériennes pionnières au Maghreb, en faveur de l'économie verte», a-t-il expliqué.

Le R20 Med qui accueille la rencontre, en son siège à Oran, a mené des actions phares en collaboration avec le secteur de l'environnement de la wilaya. Entre autres réalisations à son actif, la mise en oeuvre du tri sélectif à la source des déchets ménagers, la création d'une unité pilote de production de compost, et la mise en place d'un Pôle de promotion de l'éco-construction.

L'installation du R20 Med à Oran remonte à juin 2013, suite à la signature d'un accord-cadre de partenariat entre le Gouvernement algérien représenté par le ministère chargé de l'Environnement et l'ONG R20.

R. N.

Rhourd El Baguel (Hassi Messaoud)

Six millions de m³/jour de gaz torchés récupérés pour l'exportation

■ Le P-DG de Sonatrach, Abdelmoumen Ould Keddour, s'est félicité, hier à Hassi Messaoud, de la finalisation, dans un délai record, d'une installation additionnelle à la station de production de gaz de Rhourd El Baguel (Hassi Messaoud), permettant de récupérer du gaz torché dont une partie sera destinée à l'exportation.

Proposé par la direction régionale de Rhourd El Baguel, ce procédé de mise en place d'une installation sur la station de production de gaz, déjà en production de Rhourd El Baguel (80 kms du chef lieu de Hassi Messaoud) en vue de la récupération des gaz associés, a été concrétisé dans un délai de 40 jours.

Cette technique permettra ainsi de destiner à l'exportation un volume de 6 millions de m³ sur les 17 millions de m³ de gaz torchés et récupérés quotidiennement au niveau de cette installation, tandis que les 11 millions de m³ restants seront réinjectés dans le gisement en vue de renforcer la pression et améliorer la production.

Il est à souligner que le torchage ou brûlage des gaz consiste à brûler par des torchères des rejets de gaz naturel à différentes étapes de l'exploitation du pétrole et du gaz.

En effet, lorsque le pétrole est extrait, il remonte à la surface accompagné d'eau et de gaz (dit gaz associé). Après avoir été séparé du pétrole, le gaz peut être «torché» (brûlé sur place) qui se manifeste par une flamme sortant d'une torchère.

L. Y.

Prix du pétrole

Le Brent ouvre la semaine à plus de 55 dollars

Les prix du pétrole se stabilisaient hier en cours d'échanges européens, proches des sommets atteints la semaine dernière.

Peu avant la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 55,64 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 2 cents par rapport à la clôture de vendredi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex),

le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat d'octobre cédait 1 cent à 49,88 dollars. Les cours du brut restaient proches des sommets atteints jeudi, en cinq mois à 55,99 dollars pour le Brent et en près de quatre mois à 50,50 dollars pour le WTI, ont observé des analystes.

Les cours du brut ont été tirés vers le haut la semaine dernière par des commentaires encourageants sur la demande en pétrole cette année et l'année prochain par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et

l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep).

En outre, les cours restaient soutenus par l'annonce la semaine dernière d'une petite baisse du nombre de puits de forage aux Etats-Unis. Mais l'offre mondiale reste abondante, notamment sur les marchés d'enchères de brut, ce qui laisse à penser que les prix sont montés trop vite et trop haut, préviennent les analystes, qui s'attendent à une légère correction à la baisse des cours.

R. K.

Fonds national de soutien au micro-crédit

Les modalités de fonctionnement définies

Deux arrêtés interministériels fixant les recettes et les dépenses et les modalités de suivi et d'évaluation du Fonds national de soutien au micro-crédit ont été publiés au Journal officiel n° 48.

Ce Compte d'affectation spéciale permet l'octroi par l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem), sous le contrôle des services du ministère chargé de la Solidarité nationale, de prêts non rémunérés consentis aux personnes éligibles au micro-crédit. Ainsi, un prêt pouvant aller jusqu'à un million de

dinars, destiné à compléter le niveau des apports personnels requis pour être éligible au crédit bancaire, peut être octroyé à des projets au titre de la création d'activités par l'acquisition de petits matériels et matières premières de démarrage. S'agissant de l'achat de matières premières, un prêt de pas plus que 100 000 DA peut être octroyé dans le cadre de cette disposition.

Néanmoins, ce même prêt peut atteindre 250 000 DA, et ce, pour 10 wilayas du Sud (Adrar, Béchar, Tindouf, Biskra, El Oued, Ouargla, Ghardaïa,

Laghouat, Illizi et Tamanrasset) et sur une période de quatre années.

Ce Fonds couvrira, en outre, la bonification des taux d'intérêt des crédits bancaires obtenus par les personnes éligibles au titre du micro-crédit, qui est fixée à 100% du taux débiteur appliqué par les banques et les établissements financiers.

Concernant les recettes financières du Fonds national de soutien au micro-crédit, elles proviennent des dotations du budget de l'Etat, des produits des taxes spécifiques instituées par les lois de finances,

du solde du compte de dépôt du Trésor public ouvert pour l'Angem, ainsi que du produit des remboursements des prêts consentis par cette dernière.

L'Angem représente un instrument de réalisation de la politique du gouvernement pour la lutte contre le chômage et la précarité.

Créée en 2004, ses principales missions consistent à gérer le dispositif du micro-crédit et à offrir un accompagnement aux bénéficiaires dans la mise en œuvre de leurs activités.

R. K.

La seconde phase de l'étude a été achevée

Un plan pour la protection du site archéologique de Tiddis

La seconde phase de réalisation de l'étude consacrée au plan de protection et de mise en valeur du site archéologique de Tiddis (30 km au nord-ouest de Constantine) a été achevée, a révélé, dimanche, le directeur local de la culture, Zitouni Aribi.



Ce même responsable a indiqué, dans une déclaration à l'APS, qu'une fois cette phase, consacrée à «l'élaboration des plans topographiques et archéologique ainsi que le projet préliminaire d'élaboration du plan de protection et de mise en valeur du site de Tiddis», sera terminée, le taux d'évolution de cette étude atteindra 75%.

Il a précisé, à ce propos, qu'il ne reste plus que la validation de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) avant d'entamer la troisième phase qui comprend «la finalisation de la version définitive du plan de protection et de mise en valeur du site».

Faisant remarquer que cette étude a été scindée en trois phases, conformément au

décret exécutif n 3-323 du 5 octobre 2003, portant sur les modalités d'établissement du plan de protection des sites archéologiques et de leurs zones de protection, M. Aribi a affirmé que la réalisation de ce plan a été attribuée au bureau d'études de l'urbanisme du bâtiment et de la construction de Constantine (Urbaco).

Cette même source a, par ailleurs, attesté que la seconde phase fait suite à une première étape qui consistait à «établir un diagnostic et mettre en place des mesures d'urgences en cas de besoin» au mois d'octobre 2012, pour la présenter aux instances consultatives pour avis, à l'instar des directions de l'urbanisme de l'architecture et de la construction, du tourisme, de l'artisanat, des Domaines, du trans-

port et des travaux publics, en vue d'être avalisée.

Ayant également évoqué les efforts entrepris par les hautes autorités du pays pour la mise en valeur des sites archéologiques, ce même responsable a ajouté que l'étude en question vise à conforter la valeur archéologique et historique du site, et élaborer des recommandations et des orientations susceptibles de mieux protéger la ville romaine de Tiddis.

Érigé sur une montagne rocheuse, ce site archéologique s'étend sur une superficie de 40 hectares et a été découvert dans les années 1940, suite à des fouilles archéologiques dirigées par l'archéologue André Berthier, avant d'être classifié en 1995.

M. Aribi a assuré, d'autre

part, que le projet de configuration du périmètre du site archéologique de Tiddis, inscrit dans le cadre du projet «Constantine, capitale de la culture arabe 2015», reste tributaire de l'achèvement de l'étude du plan de protection et de mise en valeur de ce site archéologique. A noter que la ville de Tiddis, appelée aussi Castellum Respublica Tidditanorum, est située dans la commune de Beni Hamidène et était, à l'origine, un territoire berbère authentique, comme l'atteste les inscriptions découvertes sur les poteries.

Désignée «Ras eddar» (sommet de la maison) par les arabes, cette ville romaine renferme des gorges, des sanctuaires et des tombes, témoins de cette période de l'histoire.

APS

Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique

Réunion à la DG de la Pêche autour de la dernière recommandation

Les services de la direction générale de la Pêche et de l'aquaculture ont tenu une réunion avec des représentants des professionnels de la pêche d'espadon pour discuter de la mise en oeuvre de la nouvelle recommandation de la Commission Internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique (Iccat), selon un communiqué du ministère de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche.

Cette recommandation porte sur un programme pluriannuel de rétablissement de l'espadon de la Méditerranée à travers la mise en place d'un système de quotas.

L'objectif de cette rencontre est d'examiner les voies et moyens de mise en oeuvre de cette recommandation, «tout en préservant les intérêts des professionnels de cette pêche», assure la même source.

Par ailleurs, le communiqué précise que cette rencontre rentre dans le cadre d'un processus de consultations engagées depuis la fin de l'année 2016 avec plusieurs rencontres tenues avec les professionnels de la pêche d'espadon au niveau central et au niveau des wilayas.

Pour rappel, l'Iccat a fixé en novembre 2016 le quota global pour l'espadon à 10 500 tonnes à ses pays membres, et ce, dans le cadre d'un plan de reconstitution sur 15 ans (2017-2031) de la population mondiale d'espadon, une espèce victime de surpêche.

Ce quota sera réduit de 3% par an de 2018 à 2022.

K. M.

Grande-Bretagne

Le patronat réclame une transition de 3 ans sur le Brexit

Le patronat britannique réclame un accord sur une transition d'une durée de trois ans pour la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne.

Dans une lettre rédigée par la Confédération de l'industrie britannique (CBI), plus de 100 entreprises employant au total plus d'un million de personnes en Grande-Bretagne et dans l'UE disent devoir prendre maintenant des décisions d'investissements qui auront des conséquences en termes d'emplois à l'avenir.

«Jusqu'à ce que des accords de transition puissent être conclus et que les questions commerciales soient discutées, le risque d'une absence d'accord demeure réel et nécessite de s'y préparer, avec des conséquences inévitables pour l'emploi et la croissance des deux côtés», est-il écrit dans cette lettre.

L'Union européenne compte ouvrir des discussions sur ses futures relations commerciales avec la Grande-Bretagne seulement lorsque des «progrès suffisants» auront été enregistrés sur les conditions du divorce.

La Grande-Bretagne est censée sortir de l'UE en mars 2019, qu'un accord ait été conclu ou non avec les 27 autres pays membres.

«Les entreprises à travers l'UE et le Royaume-Uni sont claires : il est essentiel pour notre prospérité collective d'être en mesure de préparer une transition de trois ans évitant un basculement brutal», écrivent les entreprises britanniques.

Reuters

Produits halal

La Grande-Mosquée de Paris rejette la norme Afnor

La Grande-Mosquée de Paris a rejeté hier la norme expérimentale émise par l'Association française de normalisation (Afnor) définissant le caractère «halal» des produits alimentaires et dément avoir participé à l'élaboration de cette norme.

«La Grande-Mosquée de Paris, contrairement à ce qui a été annoncé par l'Afnor, n'a, en aucune manière, participé à l'élaboration de cette norme et met en garde les responsables de l'Afnor de se prévaloir d'un accord de notre institution religieuse», a indiqué un communiqué de l'institution religieuse musulmane de référence en France.

Elle s'élève «vigoureusement» contre la prétention de cet organisme laïc et civil, non religieux, de se parer des attributs de délivrance de licéité culturelle et émet

toutes les réserves sur cette prétention normative du halal.

Pour sa part, le Conseil français du culte musulman (Cfcm) a également rejeté la norme de l'Afnor.

Contacté par l'APS, un responsable du Cfcm, Abdallah Zekri, a indiqué que son organisme n'«a aucunement participé à l'élaboration de cette norme».

«L'Afnor a voulu que le Cfcm participe en qualité de «conseiller technique». Nous avons refusé pour la simple raison que le Cfcm souhaitait être un partenaire intégral dans l'étude, cela n'a pas été accepté et nous avons pris nos distances», a expliqué Abdallah Zekri qui est également le président de l'Observatoire national contre l'islamophobie, affirmant que le Cfcm rejette cette norme.

L'Association française de normalisation a rendu publique vendredi dernier, la première norme française pour les aliments halal transformés, au terme, selon elle, de délicates tractations qui ont duré plusieurs années.

Avec cette norme «expérimentale et volontaire», les industriels de l'agroalimentaire français «peuvent désormais s'appuyer sur un socle commun pour apporter des garanties de maîtrise de leur production d'aliments transformés halal», se réjouit l'Afnor, avertissant qu'elle exclut les pratiques d'abattage et ne livre aucune définition nouvelle d'ordre religieux.

Le marché du halal est estimé à 600 milliards de dollars dans le monde et en France dépasse les 5 milliards d'euros.

R. K.

Pour permettre aux malades de bénéficier de leurs droits

Nécessité d'inclure l'arthrose dans la liste des maladies chroniques

Le président de la Société algérienne de rhumatologie (SAR), le Pr. Hachemi Djoudi a mis l'accent, dimanche à Alger, sur la nécessité d'inclure l'arthrose dans la liste des maladies chroniques handicapantes pour permettre aux malades de bénéficier pleinement de leurs droits et leur garantir une bonne prise en charge.



Lors d'un séminaire de sensibilisation en préparation au congrès de la SAR prévu du 6 au 8 octobre prochain, Pr. Djoudi, qui est également chef de service de rhumatologie à l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) de Douéra a précisé que «les complications de cette pathologie se développent souvent en handicap», déplorant le fait que celle-ci n'ait pas été incluse par les autorités publiques dans la liste des maladies chroniques handicapantes.

Pour sa part, le Pr. Chafika Houichet, rhumatologue à l'EHS de Douéra a présenté une étude sur l'arthrose faite dans la région

de Douéra sur un échantillon de 400 femmes âgées de 50 ans et plus. L'étude a établi que 23% de ces femmes souffrent d'arthrose au niveau du genou et 26% au niveau des mains, a-t-elle fait savoir, ajoutant que «ce taux peut être généralisé au niveau national».

Entre autres facteurs à l'origine de cette maladie, la spécialiste a cité des facteurs héréditaires, notamment dans l'arthrose des mains et d'autres liés au mode de vie comme l'obésité et la ménopause chez la femme, rappelant les spécialités qui prennent en charge cette pathologie, dont la rééducation fonctionnelle, la nutrition et la chirurgie rhuma-

tologique, voire même la psychologie dans certains cas.

Par ailleurs, le Dr. Abdallah Kemkem de l'Etablissement hospitalier spécialisé en médecine physique et réadaptation d'Azur Plage (Alger Ouest) a précisé que sa spécialité a pour rôle de soulager la douleur et améliorer le quotidien du malade, citant à titre d'exemple les massages, l'ergothérapie et la thalassothérapie.

Il recommande aux malades notamment de perdre du poids, d'éviter les longues marches et le port des hauts talons et de faire des pauses en cas de travaux épuisants.

De son côté, le Pr. Hadj

Ahmed Ksir, nutritionniste à l'université de Bab Ezzouar a mis l'accent sur le rôle de l'alimentation dans la prévention de l'arthrose, notamment chez la femme et préconise aux malades de consommer des fruits et légumes à volonté et d'éviter la consommation des viandes rouges et des fromages acides.

Le Dr. Smaïl Ghadi, chirurgien rhumatologue à l'hôpital militaire a expliqué, pour sa part, que la femme méditerranéenne est sujette à l'arthrose en raison de l'obésité, précisant que la chirurgie est dans certains cas une nécessité pour soulager les malades.

Bilal L.

Sidi Bel Abbès Développer les mécanismes de traitement des AVC

■ Les participants à une journée d'étude sur la prise en charge des malades atteints d'AVC, organisé samedi à Sidi Bel Abbès, ont insisté sur le développement et l'amélioration des mécanismes de traitement de ces patients.

Des intervenants dont des spécialistes et des paramédicaux représentant des établissements hospitaliers nationaux ont mis l'accent sur la nécessité d'une prise en charge adaptée à l'évolution du traitement de cette maladie au niveau mondial, soulignant que les soins sont disponibles nécessitant, toutefois, une réorganisation.

Le Dr Nebouaz Samia, spécialiste en réanimation au service des urgences du CHU Abdelkader Hassani de Sidi Bel Abbès a soutenu que la catégorie la plus touchée par le traumatisme crânien est celle des jeunes, signalant que son service accueille par jour un à deux cas dus à la violence et aux accidents de la circulation.

S'agissant des AVC, l'intervenante a souligné que la plupart des patients arrivent à l'hôpital tardivement, ce qui complique leur état de santé, exhortant de prendre en charge ces malades quatre heures avant l'attaque, soit avant les premiers signes de paraplégie.

Les intervenants ont abordé, lors de cette rencontre initiée par le service de réanimation du CHU de Sidi Bel Abbès, plusieurs thématiques traitant du traumatisme crânien du à la violence et aux accidents de la circulation, des causes et symptômes de l'AVC et des mécanismes de sa prise en charge.

G. M.

Pour promouvoir les prestations de santé

Plus de 30 nouveaux postes de formation paramédicales à Illizi

Trente et un nouveaux postes de formation paramédicale, de diverses spécialités, ont été ouverts cette année dans la wilaya d'Illizi, a-t-on appris dimanche des responsables locaux du secteur de la santé et de la population (DSP). Ces postes retenus concernent la formation de cinq sages-femmes, cinq

manipulateurs d'équipements d'imagerie, deux postes d'assistants médicaux et deux autres pour les professionnels de la préservation de la santé, en sus de la formation de cinq laborantins, a précisé le DSP, Abbès Boulifa.

La carte de formation pour le secteur de la santé dans la wilaya d'Illizi retient

également un poste d'assistant social, 10 postes de formation d'infirmiers et un poste de physiothérapeute, selon la même source.

Ces postes sont prévus, notamment pour les titulaires du baccalauréat dans les filières scientifiques (28 postes) et pour les filières littéraires (3), qui seront classés

en fonction de leurs moyennes, a expliqué M. Boulifa.

Ces nouveaux recrutements visent à combler le déficit accusé dans certaines filières paramédicales et à promouvoir les prestations de santé dans cette wilaya de l'extrême sud-est du pays.

G. K.

Cancer du sein

Passer à une étape de traitement de qualité

Les participants au 1^{er} séminaire international sur la chirurgie générale du cancer du sein organisé jeudi à Sétif, ont appelé à passer vers une étape de traitement de qualité de ce mal.

Le plan national anti-cancer initié par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika,

a permis de réaliser «une évolution considérable dans la lutte contre le cancer» et il faut maintenant passer «au stade traitement de qualité», a estimé le Pr. Hamdi Chérif, coordinateur pour la région de l'Est des registres de cancer et membre de la Commission nationale du plan anti-cancer 2015/2019, en marge de la rencontre organisée par le service

de chirurgie générale du CHU-Saâdna Mohamed Abdennour en coordination avec l'université Farhat Abbas et la direction de la santé. Pour ce même praticien, l'évolution faite dans ce domaine exige aussi de passer au stade d'amélioration de la prévention par la lutte contre les facteurs cancérigènes et le diagnostic précoce de certains cancers,

de réorganiser l'orientation, le traitement et l'accompagnement du patient ainsi que l'intensification de la formation et de la recherche scientifique.

Le Pr. Hamdi a fait état de l'évolution constante du nombre des cancéreux dans le monde et en Algérie estimant à 12 000 les nouveaux cas enregistrés en 2016 en Algérie. De

son côté, le Pr. Ilham Ouahab, présidente du comité d'organisation de la rencontre, a souligné que ce séminaire d'une journée a donné lieu à la présentation de 61 communications en plénière et dans ses sept ateliers et a réuni des spécialités de différentes universitaires nationales ainsi que de l'université de Montpellier (France).

R. K.



Commune d'El Khroub à Constantine

Ouverture d'une classe d'enseignement de tamazight

Une classe destinée à l'enseignement de Tamazight a été ouverte au titre de l'année scolaire 2017-2018 au sein du CEM Abdelhamid Kerboua de la commune d'EL Khroub (Constantine), a annoncé dimanche à l'APS le directeur local de l'Education, Mohamed Bouhali.

Indiquant que l'ouverture de cette classe s'inscrit dans le cadre de l'action visant la généralisation de l'enseignement de Tamazight sur le territoire national, ce même responsable a précisé que les cours y seront dispensés à partir d'un effectif de 14 élèves inscrits.

Il a également fait savoir que la direction de l'Education devra, dès lors, faire appel à un enseignant de la wilaya de Tizi-Ouzou, éventuellement, pour encadrer cette classe d'apprentissage de Tamazight.

De son côté, le directeur de l'établissement Abdelhamid kerboua de la commune d'El Khroub a relevé que "la réussite de cette



classe reste liée aux initiatives des parents et des élèves intéressés", soulignant que "le pont géant" créé par le jumelage entre la commune d'El Khroub et la daïra des Ouacifs, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, permet "de maintenir les échanges d'activités entre les groupes de délégations de part et d'autre".

Rappelant que ce jumelage a été lancé à l'occasion du Colloque

international «Massinissa au cœur de la consécration du premier Etat numide», tenu en septembre 2014 à El Khroub, le même responsable a indiqué qu'un autre jumelage entre le CEM Abdelhamid Kerboua et un autre établissement scolaire de la wilaya de Bejaia est notamment prévu au programme de cette année. Le secrétaire général du Haut commissariat à l'Amazighité (HCA), Si El Hachemi

Assad, avait réaffirmé, en août dernier, que l'enseignement de Tamazight sera généralisé à 38 wilayas du pays dès la rentrée scolaire, dans le cadre du partenariat conclu en février 2015 entre le HCA et le ministère de l'Education nationale, en attendant sa généralisation aux 48 wilayas du pays ainsi qu'au profit de la communauté nationale à l'étranger.

Bilal L.

Sidi Bel-Abbès 5.000 nouveaux inscrits à l'université

L'université «Djillali Liabès» de Sidi Bel-Abbès a enregistré 5.000 nouveaux étudiants inscrits dans plusieurs spécialités, au titre de l'année universitaire 2017-2018, a-t-on appris dimanche du vice-recteur de cet établissement d'enseignement supérieur, chargé de la pédagogie. L'université a enregistré, jusqu'au 14 septembre en cours, 5.000 nouveaux inscrits en plus des 26.000 étudiants en graduation et 3.000 autres en post-graduation inscrits pour cette année universitaire, a indiqué M. Mouedene Kada.

La direction de l'université «Djillali Liabès» a réuni toutes les conditions favorables pour la réussite de cette année, notamment une plateforme électronique d'orientation et d'hébergement, a-t-il affirmé, signalant que les cours débiteront la semaine prochaine.

Pour les nouveaux étudiants en retard dans les inscriptions préliminaires, une plateforme électronique est prévue du 19 au 23 septembre en cours. Elle est destinée aussi aux étudiants de l'année 2016 inscrits à l'université et qui ne veulent pas de transfert, a-t-il ajouté.

S'agissant des filières assurées par l'université «Djillali Liabès» de Sidi Bel Abbès, le vice recteur a énuméré 63 en licence et 107 en master.

R. N.

Oran Plus de 34 ha ravagés par les feux depuis le 1^{er} Juin

Une superficie dépassant les 34 Ha a été ravagée par les feux de forêts à Oran depuis le début de juin dernier, a-t-on appris dimanche de la Conservation des forêts de la wilaya. Au total, 35 incendies ont été enregistrés dans plusieurs communes et ont ravagé une superficie de 34 hectares et 84 ares entre forêts, maquis et broussailles, a précisé la même source. Les sinistres se sont produits dans les communes de Bir El Djir, Gdyl, Misserghine, Oran, Hassi Ben Okba, El Ançor et Mers El Kebir et Oued Tlélat, entre autres. La commune la plus touchée par les feux est celle d'El Ançor qui a enregistré la destruction de quelque 20 ha de maquis et de broussailles, suivie des communes de Gdyl (4 ha de maquis ravagés) et de Misserghine (3 ha de broussailles). Les deux derniers incendies enregistrés par la Conservation des forêts remontent à samedi dans la commune de Misserghine, au lieu-dit Bentalbane (500 m2 de maquis détruits) et à Oued Tlélat, au niveau de la forêt de Tafroui, au lieu-dit Mont Majdine (400m2 de broussailles), a-t-on précisé de même source.

Les flammes ont rapidement été circonscrites grâce à la mobilisation des moyens humains et matériels et à la coordination des efforts des parties impliquées dans la lutte contre les feux dont la protection civile, a précisé la même source.

G. M.

Tramway de Constantine

La première tranche de l'extension livrée d'ici juillet 2018

La première tranche du chantier d'extension de la ligne du tramway de Constantine entre la cité Zouaghi et l'entrée de la ville Ali Mendjeli, sur une longueur de près de 7 km sera réceptionnée d'ici à juillet 2018, a indiqué dimanche, le chef de l'exécutif local. En visite au chantier lancé en juin 2017, Abdssamie Saidoune a instruit l'entreprise Cosider, réalisatrice du projet, à l'effet de «renforcer le chantier en moyens matériels et humains pour respecter les délais impartis».

Mettant en exergue l'apport de ce projet dans l'amélioration de la mobilité des citoyens et l'allègement de la tension sur le trafic automobile entre les villes de Constantine et Ali Mendjeli, le wali a indiqué que la réception dans les délais de cette première tranche du tramway constitue «une priorité absolue»,

ajoutant que son administration est «mobilisée pour accompagner l'entreprise et lever toute réserve soulignée».

In situ, M. Saidoune s'est engagé à régler le problème du déficit en rond à béton, nécessaire pour la réalisation d'une trémie de 700 mètres, prévue au boulevard de l'ALN, à l'entrée d'Ali Mendjeli.

Il s'est également engagé à dégager «dans les meilleurs délais» une assiette à la cité Zouaghi pour l'installation d'une centrale à béton, «indispensable» pour l'avancement du chantier, selon l'entreprise réalisatrice.

Selon les explications fournies, la première tranche d'extension du tramway affiche un taux physique d'avancement de 25%. Un taux jugé «faible» par le chef de l'exécutif local.

La seconde tranche de ce projet s'étend de

l'entrée d'Ali Mendjeli à l'université Constantine 2 Abdelhamid Mehri, et les deux tranches de cette extension totalisent une distance globale de 10,35 km et comprend 12 stations, a-t-on rappelé.

Une fois la totalité de l'extension livrée, le tramway de Constantine comptabilisera 22 stations et s'étendra sur un linéaire de près de 18,5 km. Il verra également l'affectation de 24 nouvelles rames, fabriquées par Cital-Annaba, société nationale spécialisée dans l'assemblage et la maintenance des tramways. Ces nouvelles rames viendront s'ajouter aux 27, déjà existantes, mises à la disposition de la ligne de tramway Benabdemalek-Zouaghi, d'une longueur de 8,1 km.

Reda A.

Médéa

Campagne de prévention contre les risques de crues et d'inondations

Une campagne de prévention contre les risques de crues hivernales et d'inondations a été lancée dimanche à travers les différentes unités d'intervention de la protection civile de Médéa en prévision de la saison hivernale, a-t-on appris auprès de cette direction. Des officiers du service de prévention et des sauveteurs professionnels, issus des unités opérationnelles de la protection civile, encadrent cette campagne qui s'étalera jusqu'au 19 du mois courant, a indiqué à l'APS le lieutenant Karim Benfahsi. Outre l'organisation, au profit du grand public, de portes ouvertes, dans le but de l'informer de certaines règles de conduites à suivre en cas de crues des cours d'eau ou

d'inondation, des rencontres de proximité avec les citoyens auront lieu à travers de nombreuses communes rurales de la région, notamment celles confrontées à ce types de risques, a ajouté cet officier.

Des localités comme Beni-Slimane, Djouab, Tablat, Boughezoul, Seghouane, Ouamri, où le risque de crue des oueds qui transitent par ces localités est très élevé, durant les périodes de fortes précipitations, seront ciblées en priorité, selon la même source, qui fait observer que l'objectif de ce travail de sensibilisation est d'inciter les habitants à prendre les précautions nécessaires avant l'arrivée de l'hiver.

Sont concernés, en premier lieu par cette

campagne, les habitants qui résident non loin des cours d'eau ou dont les constructions ont été érigées dans des zones classées inondables, a-t-on noté.

Les collectivités locales et l'office national de l'assainissement (ONA) sont mis à contribution dans cette campagne qui vise à réduire l'impact des crues d'eau qui pourraient survenir au niveau des ces communes et d'éviter, autant que possible, des inondations à l'intérieur des zones habitées, à travers l'exécution de certaines taches susceptibles de juguler les eaux pluviales et à sécuriser les immeubles et les bâtisses, en cas de fortes chutes de pluie, a-t-on expliqué.

R. B.

Irak

La Cour suprême ordonne la suspension du référendum au Kurdistan

La Cour suprême irakienne, la plus haute instance judiciaire du pays, a ordonné hier la suspension du référendum d'indépendance prévu le 25 septembre au Kurdistan irakien jusqu'à ce qu'elle puisse examiner sa constitutionnalité.



La requête en inconstitutionnalité a été soumise par le Premier ministre Haïder al-Abadi, a affirmé son bureau.

«La Cour suprême a émis un ordre de suspendre la procédure d'organisation du référendum

prévu le 25 septembre sur ordre de la présidence du Kurdistan jusqu'à ce qu'elle examine les plaintes qu'elle a reçues, affirmant que cette consultation est anticonstitutionnelle», a indiqué son communiqué.

«La Cour s'est réunie au com-

plet lundi et a passé en revue les requêtes pour arrêter le référendum au Kurdistan et dans les régions (disputées par Erbil et Bagdad, Ndlr). Après délibération, elle a pris cette décision», a précisé le communiqué.

Le bureau du Premier ministre

a indiqué que M. Abadi «avait envoyé une requête à la Cour suprême concernant l'inconstitutionnalité de la procédure de séparation de n'importe quelle région d'Irak et a demandé de suspendre le référendum».

Le porte-parole de la Cour Ayas al-Samouk, a affirmé à l'AFP : «Nous avons reçu plusieurs plaintes et c'est pour cela que nous avons décidé qu'il fallait suspendre le référendum».

Selon un source au Parlement, au moins huit députés chiites et turkmènes, une minorité notamment présente dans la province disputée de Kirkouk, au nord de Bagdad, ont déposé des plaintes contre ce référendum.

Les pays voisins, Washington et d'autres plaident pour que la région, autonome depuis 1991, règle ses différends avec Bagdad sans découper l'Irak, où les jihadistes tiennent encore deux fiefs.

Le président kurde Massoud Barzani a souligné que le résultat de cette consultation ne mènerait pas à une déclaration d'indépendance immédiate mais plutôt au début de «discussions sérieuses avec Bagdad», dans le but de «régler tous les problèmes».

AFP

Iran

Khamenei met en garde Washington contre toute «mauvaise décision»

■ L'Iran ne sera pas intimidé par les Etats-Unis et réagira fermement à toute «mauvaise décision» de Washington concernant l'accord nucléaire de juillet 2015, averti dimanche le guide suprême de la République islamique, Ali Khamenei.

Depuis son arrivée au pouvoir, Donald Trump menace régulièrement de revoir ou d'enterrer l'accord de Vienne, qui encadre les activités nucléaires iraniennes en contrepartie d'une levée progressive des sanctions frappant la République islamique.

Le président américain a accusé jeudi Téhéran de violer «l'esprit» du traité conclu le 14 juillet 2015 entre l'Iran et les grandes puissances du groupe P5+1 (Etats-Unis, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Russie et Chine). A la mi-octobre, Donald Trump devra «certifier» ou non au Congrès que l'Iran respecte bien les termes du JCPOA (Plan d'action global conjoint), nom officiel de l'accord. Si sa réponse est négative, le Congrès aura 60 jours pour décider ou non d'imposer de nouveau des sanctions à Téhéran.

Cité par la télévision publique iranienne, l'ayatollah Khamenei a prévenu que «l'Iran réagira à toute mauvaise décision du régime tyrannique».

«Aujourd'hui, en dépit de tous les engagements et discussions pendant les négociations, l'attitude de l'Amérique vis-à-vis de ces négociations et de leur résultat est totalement injuste et équivaut à de l'intimidation», a déclaré Khamenei dans un discours aux diplômés de l'académie de police iranienne.

«Les Américains doivent savoir que la République islamique ne battra pas en retraite», a-t-il ajouté.

L'Iran a prévenu le mois dernier qu'il pourrait abandonner «en quelques heures» les termes de l'accord sur le nucléaire si les Etats-Unis venaient à lui imposer de nouvelles sanctions.

Reuters

Manoeuvres militaires turques à la frontière irakienne

Les forces armées turques ont entamé hier des manoeuvres à la frontière avec l'Irak, à une semaine du référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien, auquel Ankara a demandé à Erbil de renoncer.

Samedi, le Premier ministre turc, Binali Yildirim, a estimé que ce référendum était une question touchant à la sécurité nationale de son pays, et il a averti qu'Ankara prendrait toute mesure nécessaire en réaction à ce scrutin.

La Turquie, les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux ont demandé aux autorités du Kurdistan autonome de renoncer à ce référendum, craignant qu'il n'averse des tensions susceptibles de détourner l'attention de la guerre en cours contre le groupe Etat islamique en Irak et en Syrie.

La Turquie, qui compte la population kurde la plus importante de la région, craint aussi qu'une victoire du «oui» dans le nord de l'Irak n'attise le séparatisme dans le sud-est de son

propre territoire, où les combattants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) sont en lutte depuis 1984 contre Ankara.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a déclaré dimanche qu'il aurait un entretien avec le Premier ministre irakien, Haïdar al Abadi, cette semaine aux Etats-Unis pour évoquer les inquiétudes suscitées par le référendum kurde. Outre l'Irak et la Turquie, la Syrie et l'Iran comptent des minorités kurdes.

AFP

Syrie

Moscou se vante de son rôle crucial dans la lutte antijihadiste

Au moment où les jihadistes défendent leurs derniers fiefs en Syrie, un commandant russe se tenant près d'un char pulvérisé loue le rôle déterminant de son pays dans la fin annoncée du groupe Etat islamique (EI).

L'organisation responsable d'atrocités en Syrie et en Irak et d'attentats en Europe perd du terrain à Deir Ezzor, la dernière province qu'elle tient en Syrie.

Mais pour Moscou, ce succès aurait été impensable sans sa puissance de feu et ses armes sophistiquées, entrées en action depuis deux ans.

En plein désert syrien, le chef d'état-major des troupes russes en Syrie, le général Alexander Lapine montre avec fierté les ruines d'un atelier qui était utilisé par les jihadistes pour fabriquer une arme inédite: des «tanks suicide».

Il désigne un ancien char de combats soviétique qui a été bourré par les jihadistes de mines antichar et de TNT pour le transformer

en arme mortelle, utilisée dans l'attaque comme dans la défense.

Ironiquement, le véhicule a été réduit en carcasse par une bombe russe.

L'EI a «eu recours à de nouvelles méthodes de guerre ici mais l'aviation russe a utilisé une grande puissance de feu» pour les neutraliser, explique le général Lapine lors d'une tournée médiatique dans la localité d'Oqayrbat (centre).

«Seule l'aviation russe était capable de détruire» ces chars, assure-t-il.

Ainsi, les chars minés qui pouvaient opérer des destructions sur un rayon de 300 mètres étaient détruits par notamment des bombes russes à fragmentation OFAB-500, qui les ont réduits en petits morceaux, précise-t-il.

Moscou a trouvé trois ateliers comme celui de Oqayrbat et soupçonne qu'un autre soit toujours opérationnel à Al-Mayadine, un bastion de l'EI près de la frontière irakienne.

«Nous le trouverons et le détruirons», a assuré le général Lapine. Le général relève le rôle majeur des avions de reconnaissance russes pour localiser les ateliers, sans compter le labyrinthe de tunnels creusés par l'EI.

«Il y avait un réseau de tunnels d'une longueur de 100 à 700 mètres qui étaient reliés par des passages et qui leur permettaient de transporter leurs provisions d'un endroit à un autre», explique encore le général Lapine.

Deux ans après avoir lancé sa campagne militaire pour voler au secours du régime syrien - alors en difficulté face aux rebelles et jihadistes - Moscou voit la campagne menée actuelle à Deir Ezzor, dans l'est de la Syrie, comme l'aboutissement de son implication militaire.

Ce discours est d'autant plus important pour les Russes qu'une offensive séparée menée par des combattants aidés des Etats-Unis contre les mêmes jihadistes est en cours également à Deir Ezzor et à

Raqa, plus au nord.

L'armée syrienne a retrouvé sa capacité de mener des offensives grâce au «rôle primordial» de la Russie, affirme à l'AFP Alexander Golts, analyste militaire basé à Moscou.

«La Russie joue un rôle prépondérant en Syrie soudain après six ans de guerre, la puissance militaire de l'armée syrienne est meilleure depuis six mois», ajoute-t-il.

D'après lui, penser que l'armée du régime aurait pu mener ces avancées et ces opérations commandos jusqu'à parvenir au fleuve de l'Euphrate, près de Deir Ezzor, sans l'aide russe, «relève de la fantaisie». Un porte-parole de l'armée russe, Igor Konashenkov, souligne que son pays «a mené un travail considérable». «L'armée syrienne est devenue professionnelle et cela ne se fait pas tout seul», fait-il remarquer.

Jeff White, analyste auprès Washington Institute for Near East policy, estime également que «les

AFP

Guinée

Le gouvernement déplore les violences de Boké

Le gouvernement guinéen a déploré dimanche les violences en cours depuis mardi dans la ville minière de Boké (300 km au nord-ouest de Conakry) qui ont fait 2 morts, de nombreux blessés et d'importants dégâts matériels.



Pour ramener le calme dans la ville, le président guinéen Alpha Condé a limogé samedi le préfet de Boké, Mohamed Lamine Doumbouya.

Les manifestants protestent contre l'absence d'eau et d'électricité.

Dans une déclaration aux médias d'Etat, le ministre de l'Administration du territoire, le général Bouréima Condé, a "regretté" dimanche les violences et annoncé des mesures pour y mettre un terme.

"Depuis le début de ces violences, on déplore deux cas de décès que le prési-

dent de la République a formellement déploré et (il a demandé à) son Premier ministre (Mamadi Youla) qu'il soit pris de façon diligente des mesures amenant à faire la lumière et toute la lumière sur ces deux cas de décès et que les éventuels coupables répondent devant la loi", a indiqué le ministre.

Selon lui, outre ces deux cas de décès, on dénombre 14 gendarmes, 7 policiers et 57 civiles blessés, dont 3 graves et évacués à l'hôpital de la CBG (Compagnie des bauxites de Guinée) à Kamsar (50 km à l'ouest de Boké).

Le ministre a souligné

que des magasins avaient été pillés, les locaux de la brigade de gendarmerie et deux camions brûlés, un pick-up et 3 motos appartenant aux gendarmes calcinés, les archives et le ravitaillement des soldats brûlés ou dérobés par les manifestants";

"Le marché central a aussi été pillé, deux conteneurs défoncés, le village communautaire vandalisé, le bloc administratif régional vandalisés, les véhicules de commandement du gouverneur et du préfet caillassés". Des domiciles d'agents de la sécurité au centre-ville ont été vandalisés et leurs

familles pourchassées.

Le ministre a souligné que des centaines de personnes, qui font l'objet de racket par les manifestants en provenance ou en partance pour la Gambie, la Guinée-Bissau et le Sénégal, étaient bloquées des deux côtés de la ville faute de moyen d'éviter le centre-ville de Boké.

Pour calmer la situation, le général Boureima Condé a annoncé que le gouvernement avait envoyé 3 groupes électrogènes pour fournir rapidement du courant électrique à Boké.

AFP

Angola

L'Unita siègera au Parlement même si elle conteste les élections

■ Le principal parti d'opposition angolais, l'Unita, qui conteste les résultats des élections législatives du 23 août, a annoncé samedi que ses députés siègeraient finalement au Parlement, revenant ainsi sur sa décision de boycotter l'Assemblée.

L'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), arrivée en deuxième position aux législatives, avait dans un premier temps affirmé que ses 51 "députés élus ne siègeraient pas au Parlement afin de contester les irrégularités" des élections.

L'opposition avait saisi la plus haute instance du pays, la Cour constitutionnelle, pour dénoncer les résultats. Mais mercredi, cette dernière a validé, sans surprise, la large victoire accordée au Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), au pouvoir depuis 42 ans. Le MPLA a décroché 150 des 220 sièges de députés.

"Nous siégerons au Parlement pour poursuivre la lutte démocratique dans et hors des institutions", a finalement déclaré samedi le président de l'Unita, Isaias Samakuva, lors d'une conférence de presse à Viana, dans la banlieue de Luanda. "Allons-nous permettre aux autres d'être seuls à l'Assemblée nationale et (...) de transformer les illégalités en lois qui nous pénalisent ?". L'Unita a aussi renoncé à appeler ses partisans à descendre dans la rue. "Pour sauver des vies, nous éviterons les manifestations", a-t-il ajouté, accusant toutefois "la Cour constitutionnelle de partialité". "Le processus électoral de 2017 n'était ni juste, ni démocratique ni transparent (...). C'est un sentiment général que la volonté souveraine des Angolais a été trahie par ceux qui détiennent temporairement le pouvoir de l'Etat", a dit le porte-parole de l'Unita, Alcides Sakala. Conformément à la Constitution angolaise, le candidat du MPLA, l'ex-ministre de la Défense Joao Lourenço, 63 ans, va être investi président de la République, probablement à la fin du mois. Il succèdera à José Eduardo dos Santos, 75 ans, qui a décidé de prendre sa retraite après un règne sans partage de 38 ans. AFP

Côte d'Ivoire

Un incendie ravage un grand marché au nord d'Abidjan

■ Un incendie a ravagé dans la nuit de dimanche à lundi le grand marché du quartier Abobo à Abidjan, sans faire de victime, ont annoncé les médias. "Le feu s'est déclenché vers 21h00 (GMT et heure locale) et a causé d'énormes dégâts matériels", a indiqué la police, qui a ouvert une enquête pour "déterminer les causes de l'incendie". "Aucun blessé n'a été signalé", a précisé la police. Les sapeurs pompiers ont mis plusieurs heures pour circonscrire les flammes qui ont détruit une grande partie des bâtiments. Les pompiers étaient aidés par les riverains qui participaient avec des seaux d'eau. Le marché d'Abobo est connu principalement pour ses stands de produits vivriers. Des vêtements traditionnels, des objets d'art et autres marchandises y sont également vendus. T. L.

Bénin

Prochain colloque international sur le climat de l'Atlantique tropical

■ La quatrième édition du colloque TACCOVAR portant sur le climat de l'Atlantique tropical et la variabilité littorale et lagunaire, se déroulera du 25 au 29 septembre prochain à Cotonou, annonce dimanche un communiqué de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) du Bénin. Selon cette même source, cette rencontre qui regroupera plus de 70 scientifiques en provenance de onze pays différents, est destinée à exposer les avancées des travaux effectués par les scientifiques des pays riverains du golfe de Guinée en océanographies liés aux problèmes climatiques et environnementaux. De même, souligne la même source, cette rencontre scientifique fera également le bilan des travaux entrepris dans le cadre des projets nationaux et internationaux portant sur différentes échelles depuis le bassin de l'Atlantique tropical à des processus locaux d'érosion côtière ou de dynamique lagunaire estuarienne.

R. B.

Tunisie

Les municipales vont être reportées, selon Ennahdha

Le chef du parti islamiste Ennahdha, Rached Ghannouchi, a affirmé dimanche que les premières élections municipales de l'après-révolution, prévues le 17 décembre, allaient être reportées, "probablement" en mars 2018.

"Nous n'étions pas favorables au report des élections municipales mais il y a des raisons objectives qui mènent à ce report", a-t-il déclaré sur la radio privée Shems FM.

L'instance chargée de ces élections, l'Isie, annoncera une nouvelle date, "probablement mars 2018", a-t-il ajouté.

Aucune confirmation officielle n'a, pour l'heure, pu être obtenue. Allié au sein du gouvernement à Nidaa Tounès - le parti fondé par le président Béji Caïd Essebsi -, Ennahdha est toutefois régu-

lièrement associé à ce type de décisions.

Considéré par les observateurs comme la seule formation réellement préparée à la tenue imminente des municipales, le mouvement islamiste était jusqu'ici perçu comme attaché au maintien de la date du 17 décembre.

En septembre, huit partis tunisiens avaient, au contraire, appelé à un report, évoquant l'état d'impréparation du scrutin.

Le patron d'Afek Tounès (majorité), Yassine Brahim, avait notamment évoqué les "doutes" de son parti "sur la capacité de l'Isie à organiser ces élections dans des conditions les plus favorables". Le travail de l'instance électorale a notamment été marqué par la démission fracassante en mai de son

président, Chafik Sarsar, une personnalité respectée ayant mené à bien les élections de 2014.

M. Sarsar et deux autres membres de l'Isie avaient laissé entendre qu'il ne pouvait plus travailler de manière "transparente" et "impartiale".

Après l'adoption d'une Constitution et le succès des élections - législatives et présidentielle - de 2014, ces municipales sont très attendues en Tunisie. Elles doivent permettre d'ancrer le processus démocratique à l'échelon local, sept ans après la chute de la dictature de Zine el Abidine Ben Ali.

Depuis lors, les municipalités ont été gérées par de simples "délégations spéciales", en charge des affaires courantes.

AFP

Les Caraïbes en état d'alerte avant l'arrivée de l'ouragan Maria

Les Caraïbes, ravagées par Irma, il y a une dizaine de jours, étaient en état d'alerte hier avant l'arrivée imminente d'un nouvel ouragan, Maria, qui risque de prendre de la puissance au fil des heures et causer d'importants dégâts.

Des alertes ouragan ont été déclenchées dès dimanche à Saint Kitts et Nevis ainsi qu'à Montserrat (Royaume-Uni), à la Dominique et dans les deux grandes îles des Antilles françaises, la Guadeloupe et la Martinique.

A 06h00 GMT lundi, l'œil de Maria, ouragan de catégorie 1 sur une échelle qui en compte 5, était à 145 kilomètres au nord-est de la Barbade, selon le centre américain des ouragans (NHC).

Progressant à une vitesse de 20 km/h dans la direction ouest-nord-ouest, avec des vents pouvant atteindre jusqu'à 150 km/h, Maria «devrait se renforcer rapidement dans les 48 heures et devenir un ouragan majeur avant de passer au-dessus des Iles du Vent», un archipel séparant la mer des Caraïbes de l'océan Atlantique, lundi soir, prévient le NHC.

L'ouragan pourrait engendrer une «dangeruse montée des eaux - de 1,2 à 1,8 mètre - accompagnée de grosses vagues destructrices» lors de son passage au-dessus des Iles du Vent. Selon la prévision de trajectoire, l'œil de Maria doit ensuite passer mardi sur l'extrémité nord-est de la mer des Caraïbes.

Ecoles fermées

Ont également été placées en état d'alerte les Iles Vierges britanniques et américaines, Antigua-et-Barbuda, Sainte-Lucie,



ainsi que Saint-Eustache et Saba dans les Antilles néerlandaises.

Maria pourrait prendre de la puissance à l'approche de la Guadeloupe. Il «n'est pas totalement exclu que Maria atteigne la catégorie 3 à son passage au plus près de la Guadeloupe», a averti Météo France, pour qui «cette menace doit être prise très au sérieux».

Les autorités de l'île française, placée en alerte rouge cyclonique à partir de lundi 12h00 locales (16h00 GMT), ont demandé «à chacun de ne plus se déplacer, de se mettre à l'abri, soit dans son habitation, soit dans un abri sûr, et de s'informer des conditions météo à la radio».

«Météo-France prévoit pour la Guadeloupe une forte houle avec des creux pouvant aller jusqu'à 10 mètres, des vents violents de 150 km/h à 180 km/h, avec des rafales jusqu'à 200 km/h, de fortes pluies pouvant aller jusqu'à 400 mm par endroit et qui se poursuivront sur toute la journée de mardi», ont-elles prévenu.

Les écoles y resteront fermées lundi, tandis que les administrations et les entreprises cesseront leurs activités à partir de 12h00 locales.

En Martinique, en alerte orange, les autorités ont précisé que «ce phénomène météorologique risque de se traduire par des inondations causées par une houle importante et par des pluies orageuses dès la fin de (la nuit) de lundi à mardi.

Renforts militaires

Tous les établissements scolaires et les crèches seront fermés lundi.

Les Iles de Saint-Martin et Saint-Barthélemy, déjà ravagées le 6 septembre par l'ouragan Irma, de catégorie 5, sont pour leur part placées en vigilance jaune.

Alors que le gouvernement français a été accusé d'avoir tardé à envoyer secours et renforts policiers lors du passage de d'Irma, le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb a annoncé dimanche l'envoi «dès ce soir de 110 militaires de la protection civile» en

Guadeloupe. «Nous aurons des difficultés importantes», a-t-il reconnu, en rappelant que «la Guadeloupe était le centre logistique à partir duquel nous pouvions alimenter l'île de Saint-Martin et organiser l'ensemble des rotations aériennes et des approvisionnements». Mais «les moyens déjà disposés vont permettre de gérer les choses», a-t-il assuré depuis Paris, en assurant «pouvoir envoyer jusqu'à 400 à 500 personnes pour venir encore en renfort» si besoin.

La France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas sont au cœur de polémiques sur les moyens mis en oeuvre après le passage de l'ouragan Irma qui a dévasté leurs territoires d'outre-mer il y a une dizaine de jours.

Les gouvernements français, néerlandais et britannique sont notamment accusés d'avoir tardé à envoyer secours et renforts policiers sur les îles, plongées dans le chaos et parfois livrées aux pillages après le passage de l'ouragan, qui a fait une quarantaine de morts aux Caraïbes.

AFP

Le Japon balayé par le typhon Talim, deux morts

■ L'archipel japonais était balayé lundi par un puissant typhon qui a fait deux morts selon la police, alors que trois personnes sont portées disparues.

Le typhon Talim a touché dimanche les côtes de Kyushu, la plus méridionale des quatre îles principales de l'archipel. Il était accompagné de vents soufflant à 162 kilomètres heure, a indiqué l'agence météorologique japonaise.

Evoluant sur une trajectoire nord-est, la tempête a atteint lundi matin l'île de Hokkaido, dans le nord, entraînant d'importantes perturbations du trafic aérien.

Une femme de 86 ans a été retrouvée morte dimanche soir après que sa maison eut été frappée par un glissement de terrain à Kagawa, dans l'ouest du Japon. Un chauffeur de 60 ans a péri quand sa voiture a été recouverte par les eaux d'une rivière en crue à Kochu, également dans l'ouest de l'archipel, selon la police locale.

La télévision publique NHK a rapporté de son côté que trois personnes étaient portées disparues, toujours dans l'ouest, et que 38 autres avaient été blessées dans des accidents provoqués par la tempête.

Au moins 116 vols intérieurs ont été annulés lundi à cause du vent et certains trains à grande vitesse sont demeurés à l'arrêt dans le nord.

Quelque 20 à 30 typhons naissent en Asie chaque année, et environ la moitié touchent en tout ou partie le Japon, faisant parfois des dégâts majeurs, des morts et des blessés.

AFP

Climat

Les USA pourraient rester dans l'Accord de Paris

■ Les Etats-Unis peuvent rester signataires de l'Accord de Paris conclu en 2015 pour lutter contre les changements climatiques, si on leur réserve les bonnes conditions pour cela, a déclaré dimanche le secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, à la chaîne de télévision CBS.

«Le président a déclaré qu'il était ouvert à la recherche de conditions permettant que nous restions engagés aux côtés des autres sur ce que nous considérons tous comme un problème à résoudre», a déclaré le secrétaire d'Etat.

Donald Trump a annoncé en juin son intention de faire sortir les Etats-Unis de l'Accord de Paris sur le climat. Mais, avait-il alors ajouté, les Etats-Unis vont entamer des négociations, ou bien pour revenir dans l'accord, ou bien pour «entrer dans une nouvelle transaction sur des termes qui soient équitables pour les Etats-Unis, leurs entreprises, leur salariés, leur population, leurs contribuables».

A la mi-juillet, le président Emmanuel

Macron avait déclaré, au regard de ses entretiens avec le président américain, que Washington pourrait revenir sur sa décision de se retirer de l'accord.

Selon Rex Tillerson, c'est Gary Cohn, principal conseiller économique de Donald Trump, qui est chargé de la question de l'Accord de Paris.

«Je pense que l'idée, c'est que Cohn envisage d'autres moyens, par lesquels nous pouvons coopérer avec les partenaires de l'Accord de Paris sur le climat. Nous voulons être productifs. Nous voulons être utiles», a dit Tillerson.

Gary Cohn fait partie, avec la fille de Donald Trump Ivanka ou son époux Jared Kushner, du camp des partisans du maintien des Etats-Unis au sein de l'Accord de Paris.

Le même son de cloche est venu, dimanche, de la chaîne ABC où le conseiller américain à la sécurité nationale, H.R. McMaster, a dit lui aussi que Donald Trump était ouvert à «toute discussion qui nous

aidera à améliorer l'environnement».

«Il a laissé la porte ouverte à un maintien (des Etats-Unis) ultérieurement, si l'on peut trouver un meilleur arrangement pour les Etats-Unis», a-t-il ajouté. «S'il peut y avoir un accord dont profitent les Américains, alors ça marche.»

Samedi, le *Wall Street Journal* a rapporté que les responsables de l'administration Trump avaient, lors d'une réunion de ministres d'une trentaine de pays signataires, assuré que les Etats-Unis ne se retireraient pas du traité. McMaster a jugé l'article erroné.

L'accord, conclu par près de 200 pays en décembre 2015 à Paris, vise à limiter à 2° Celsius le réchauffement moyen du climat mondial d'ici 2100, par rapport au niveau de l'ère pré-industrielle, et ce principalement en réduisant les émissions de dioxyde de carbone et autres émissions de gaz à effet de serre dégagées par les combustibles fossiles.

Reuters

Corée du Nord

L'impact de la sécheresse sera limité, dit la FAO



Les pluies tombées à la fin de l'été et la part croissante d'un secteur privé dans l'agriculture font que la Corée du Nord devrait éviter des pénuries alimentaires aiguës cette année, malgré la sécheresse estivale et les sanctions internationales récemment renforcées, ont déclaré des transfuges et des experts.

La FAO (Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture) avait fait état en juillet de la plus grave sécheresse en Corée du Nord depuis 2001, exprimant à ce sujet ses «vives inquiétudes» face à l'absence de pluies dans les régions céréalières.

«Les gens ont dit qu'ils avaient retardé les semences, parce que le sol était trop sec au début du printemps, mais juste après cela, il a plu», a expliqué Kang Mi-jin sur le site internet Daily NK, basé à Séoul et admi-

nistré par des transfuges.

«L'état des récoltes est bon désormais», ajoute Kang, qui dit avoir recoupé l'information auprès de plusieurs sources toujours en Corée du Nord.

Les données météorologiques pour les zones de Chine limitrophes des régions céréalières nord-coréennes montrent que les pluies ont considérablement augmenté à partir d'août.

Les images satellites du département américain de l'Agriculture donnent quant à elles à penser que le rendement des récoltes en Corée du Nord sera comparable à l'an dernier, a dit Kim Young-hui, transfuge nord-coréen et spécialiste de l'économie de ce pays au sein de la société Korea Finance à Séoul.

IMPORTATIONS CEREALIERES EN RECUL

La Corée du Nord avait subi une famine meurtrière dans les années 1990, qui résultait de l'effondrement de l'URSS, proche alliée de Pyongyang, de sécheresses et d'inondations mais aussi d'une mauvaise gestion économique.

Pour l'heure, le Système de distribution publique est la «source principale de vivres» pour 70% de la popu-

lation, et des importations de produits alimentaires seront nécessaires pour garantir un approvisionnement correct pour les groupes les plus exposés, dont les enfants et les personnes âgées, indique la FAO dans son rapport.

L'augmentation des denrées alimentaires provenant du secteur agricole privé sur les marchés nord-coréens remplace lentement le Système de distribution publique comme distributeur numéro un de vivres.

Dans les années qui ont suivi la famine des années 1990, les agriculteurs ont obtenu une autonomie de plus en plus grande au niveau local, afin d'éviter qu'une telle situation ne se reproduise.

En 2016, les importations de céréales de la Corée du Nord ont représenté 26,5 millions de dollars (22,2 millions d'euros), en forte baisse par rapport aux 139,2 millions de dollars (116,5 millions d'euros) de 2012, selon l'Agence de promotion des investissements commerciaux, un organisme gouvernemental nord-coréen. Les importations céréalières pour le premier semestre de 2017 se sont montées à 10,6 millions de dollars (8,9 millions d'euros).

Reuters

Etats-Unis: encore des violences à St. Louis après l'acquittement d'un policier

■ La ville américaine de St. Louis restait sous tension dimanche après l'acquittement d'un policier blanc pour la mort d'un homme noir, verdict qui a provoqué des manifestations et des violences conduisant à l'annulation de deux concerts ce week-end.

Des manifestants lançaient des projectiles et des débris divers sur les forces de l'ordre dimanche soir, et plusieurs vitrines de magasins ont été détruites, à l'issue de rassemblements qui ont une nouvelle fois dégénéré après avoir commencé pacifiquement, comme lors des deux nuits précédentes.

Au moins 35 personnes ont été arrêtées depuis vendredi, jour du verdict, et 11 membres des forces de l'ordre locales ont été blessés dans les affrontements avec les manifestants, pour certains armés de pierres, selon les autorités.

Les manifestants, dénonçant un racisme institutionnel, ont annoncé qu'ils entendaient mener des actions de blocage et des rassemblements pendant plusieurs jours pour protester contre ce verdict d'acquittement du policier.

L'affaire a été suivie au niveau national, car elle était vue par le prisme des relations entre police et communauté noire, et après plusieurs grandes affaires de Noirs tués dans des circonstances troubles par des policiers blancs. Et elle est particulièrement sensible à St. Louis, ville dont la banlieue a été la proie d'émeutes en 2014 après la mort d'un jeune homme, Michael Brown, à Ferguson.

L'ancien policier, Jason Stockley, est blanc. A l'issue d'une course poursuite en 2011 avec un trafiquant de drogue noir, Anthony Lamar Smith, il a tiré et tué l'homme dans sa voiture. Les diverses vidéos de la scène n'en donnent qu'une image incomplète, mais le policier a notamment été accusé d'avoir déposé une arme de poing dans la voiture pour justifier son acte.

Dans une ville à cran, des centaines de policiers assurent l'ordre depuis vendredi, en tenue anti-émeutes. Plusieurs ont été blessés dans les confrontations.

Le célèbre groupe de rock irlandais U2 a annulé son concert de samedi soir à St. Louis, après avoir été informé que la police n'aurait pas les moyens d'assurer une protection normale pour ce type d'événement.

Dimanche, c'est le concert du chanteur de pop britannique Ed Sheeran qui a été annulé, pour les mêmes raisons, a annoncé l'organisateur Messing Touring Group.

AFP

Le Qatar va acheter 24 chasseurs Typhoon au Royaume-Uni

■ Le Qatar a signé une lettre d'intention portant sur l'achat de 24 avions de combat Typhoon au groupe de défense britannique BAE Systems, rapporte dimanche l'agence qatarie QNA, une décision susceptible de froisser les pays arabes qui boycottent l'émirat depuis plus de trois mois. L'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Egypte et Bahreïn ont coupé leurs liens diplomatiques et commerciaux avec le Qatar le 5 juin dernier et suspendu toutes les liaisons aériennes et maritimes avec Doha. Ils accusent le Qatar de soutenir le terrorisme et de se rapprocher de l'Iran, ce que dément l'émirat.

La déclaration d'intention, signée par les ministres de la Défense qatari Khalid bin Mohammed Al Attiyah et britannique Michael Fallon, prévoit l'achat de «24 Typhoon modernes avec tout leur équipement», rapporte QNA.

«Il s'agira du premier contrat de défense majeur avec le Qatar, l'un des partenaires stratégiques du Royaume-Uni», a déclaré le ministre de la Défense britannique dans un communiqué, ajoutant que les négociations duraient depuis plusieurs années. «Nous espérons aussi que cela renforcera la sécurité dans la région pour tous les alliés du Golfe», a-t-il dit. L'Eurofighter Typhoon est construit par un consortium réunissant BAE, Airbus et l'italien Leonardo et représente 40.000 emplois en Grande-Bretagne. Aucun montant n'a été divulgué par les deux pays. En 2014, la fourniture à l'Arabie saoudite de 72 Typhoon avait été évalué à 4,43 milliards de livres (5 milliards d'euros).

Lors d'une conférence de presse samedi, Michael Fallon a déclaré que son gouvernement, qui prépare le Brexit, multiplierait les efforts pour vendre davantage de Typhoon dans des contrats d'Etat à Etat.

L'appareil a attiré moins de commandes cette année que son rival le Rafale, construit par Dassault, qui a conclu des accords avec l'Egypte et le Qatar. Doha a également signé en juin dernier, après le boycott imposé par Ryad et ses alliés, un contrat avec Boeing portant sur l'achat de chasseurs F-15 pour un montant de 12 milliards de dollars (10 milliards d'euros). L'émirat a en outre conclu avec l'Italie un accord pour la fourniture de sept bâtiments de guerre, pour 5 milliards d'euros. Le Qatar est le premier exportateur mondial de gaz naturel liquéfié et abrite la plus grande base militaire américaine du Moyen-Orient.

Reuters

Exercices aériens américains au-dessus de la péninsule coréenne

■ Des bombardiers B-1B et des chasseurs F-35 américains ont effectué lundi des exercices de bombardement au-dessus de la péninsule coréenne, a fait savoir le ministère sud-coréen de la Défense.

Les bombardiers avaient décollé de l'île américaine de

Guam dans le Pacifique et les chasseurs venaient du Japon. Ont pris part aussi à ces exercices six chasseurs sud-coréens, a précisé un fonctionnaire du ministère de la Défense à Séoul.

Reuters

Brésil

Santa Marta, symbole de l'échec de la "pacification" des favelas de Rio

En 2008, Santa Marta a été la première favela de Rio à être "pacifiée". Célèbre pour avoir reçu le tournage d'un clip de Michael Jackson dans les années 1990, elle est devenue un modèle, attirant même des touristes étrangers.

Mais la situation s'est considérablement détériorée depuis et même le «roi de la pop» en a été victime. Il y a un mois, sa statue de bronze qui fait la fierté de ce quartier bâti sur une colline proche du Christ rédempteur du Corcovado a été affublée d'un fusil d'assaut sur une photo circulant dans les réseaux sociaux.

Une image qui montre que la favela de 5.000 habitants surplombant le quartier aisé

de Botafogo est à nouveau sous le contrôle des narcotrafiquants. Depuis, au moins six fusillades ont éclaté à Santa Marta et un policier a été blessé.

Le projet de «pacification» est né il y a une dizaine d'années, quand la ville se préparait à recevoir le Mondial-2014 et les jeux Olympiques de 2016.

Le gouvernement local de l'État de Rio a alors décidé de changer de stratégie dans la guerre contre le crime organisé en occupant certaines favelas avec des Unités de Police Pacificatrice (UPP).

Environ 9.500 agents ont été déployés dans 38 favelas, avec pour vocation d'implanter un service de police de proximité. À Santa Marta, où la première UPP de Rio a été installée en décembre 2008, la stratégie a porté ses fruits dans un premier temps: pas un coup de feu pendant six ans.

Les visiteurs illustres se sont succédé, de Madonna en 2009 au vice-président américain Joe Biden en 2013.

Mais une fois les grands événements sportifs passés, le glamour a laissé place au désarroi. La crise économique est passée par là et dans un État de Rio au bord de la faillite, les fonctionnaires accumulent parfois des mois de salaire en retard.

«Santa Marta n'est plus pacifiée. Nous n'avons plus la paix, une fusillade peut éclater à tout moment», déplore Zé Mario Hilario, président de l'association de quartier.

Loi du silence

Même si la violence est bien plus exacerbée dans les favelas situées en périphérie de Rio, la tension est palpable.

La loi du silence est à nouveau en vigueur, de peur des représailles. «Ici, il vaut mieux dire 'je ne sais pas, je n'ai rien vu', résume la cliente d'un salon de coiffure.

Les chiffres officiels font froid dans le dos: lors du premier trimestre 2017, 623 fusillades ont été recensées dans des favelas censées être «pacifiées», sept par jour en moyenne. Plus de cent policiers ont été tués depuis le début de l'année, huit d'entre eux dans des UPP.

Au premier abord, pourtant, Santa Marta semble un lieu idyllique. Les visiteurs peuvent monter la colline à bord d'un funiculaire et observent les mansardes aux couleurs bariolées, avec en bonus une vue imprenable sur les deux principaux sites touris-



tiques de la ville: le Pain de Sucre, d'un côté, et le Christ rédempteur, de l'autre.

Sur la «place Michael Jackson», cinq policiers munis de gilets pare-balle et armés de fusils d'assaut montent la garde près de la statue et les visiteurs se font rares.

«Avec tout ce qui se passe dans les favelas, j'imagine que les touristes ont peur de venir», observe Andrea Miranda, vendeuse de souvenirs sur la place. Quelques minutes plus tard, quatre détonations se font entendre à proximité. «Je ne veux pas dire que le projet a échoué, sinon, il risque d'être abandonné. S'il est abandonné cela revien-

drait à passer le message que les favelas peuvent revenir sous le contrôle de groupes armés», alerte Silva Ramos, une des chercheuses du Centre de recherches sur la sécurité et la citoyenneté (Cesec), critiquant l'absence de projets sociaux pour accompagner le dispositif répressif.

Malgré tous les problèmes, Zé Mario refuse de baisser les bras et espère ne pas devoir reprendre le refrain de la chanson du clip de Michael Jackson, tourné à Santa Marta en 1996: «They don't care about us» (Ils se moquent de nous).

AFP

Etats Unis

Trump relaie un montage où il atteint Clinton d'une balle de golf

Donald Trump a relayé dimanche sur Twitter un montage vidéo où on le voit faisant un swing au golf et atteignant sa rivale démocrate de la présidentielle, Hillary Clinton, laquelle trébuche alors au moment de monter à bord d'un avion. Clinton a fait son retour dans les tweets présidentiels ces derniers jours, alors qu'elle est en pleine promotion de son livre «What happened» (Ce qui s'est passé), consacré à l'élection présidentielle de 2016. Le montage vidéo, relayé sur Twitter par plusieurs utilisateurs, montre Trump frappant une balle de golf et laisse penser que celle-ci atteint ensuite Hillary Clinton alors qu'elle monte à bord d'un avion. «Le swing stupéfiant de Donald Trump contre #Hillary la crapule», lit-on dans le tweet.

Trump avait attaqué frontalement Hillary Clinton dans deux tweets mercredi dernier. «Hillary Clinton la crapule impute à tout le monde (et à tout) sauf à elle-même sa propre défaite électorale», écrivait le président. «Elle a perdu les débats et perdu sa direction! (...)\», ajoutait-il. Un responsable démocrate, le représentant Adam Schiff, a déclaré que le tweet relayé dimanche par Donald Trump ne conduisait pas à une remise en question de la main tendue ces jours-ci par le président aux démocrates, mais n'en était pas moins inquiétant.

Reuters

Chine

Un temple de 2.000 tonnes déplacé sur 30 mètres

Le bâtiment principal d'un temple bouddhiste de Shanghai vieux de 135 ans a été déplacé de 30 mètres afin de réduire l'engorgement de ce site très visité de la mégapole chinoise.

Des milliers de personnes se pressent chaque jour au temple du Bouddha de jade et les autorités désirent sécuriser le lieu et éviter tout risque d'incendie, relativement élevé en raison des nombreux bâtonnets d'encens qui s'y consomment. Le «pavillon Mahavira», d'un poids de 2.000 tonnes, a été placé sur des rails spécialement conçus pour l'opération et déplacé lentement afin de dégager davantage de place dans les zones adjacentes. L'opération a été achevée dimanche à l'issue d'un processus qui aura duré deux semaines. Les statues qui étaient situées dans le pavillon, construit entre 1918 et 1928, avaient été préalablement protégées et ont été déplacées avec le bâtiment, a précisé le Quotidien du peuple, le journal officiel du Parti communiste au pouvoir en Chine.

R. N.

L'opposition satisfaite

Un nouveau cabinet investi au Pérou

Le président péruvien, Pedro Pablo Kuczynski, a investi dimanche sa vice-présidente, Mercedes Araoz, comme nouvelle Première ministre, dans le cadre d'un remaniement salué par l'opposition, signe que ce cabinet aura des chances d'échapper à une motion de censure.

Le président Kuczynski a également investi Claudia Cooper, jusqu'alors vice-ministre de l'Economie, comme nouvelle ministre des Finances, et remplacé les détenteurs des portefeuilles de la Justice, de l'Education, de la Santé et du Logement.

Cette nouvelle équipe, plus conservatrice sur le plan social, a valu au chef de l'Etat des critiques de ses partisans centristes et de gauche, lesquels estiment qu'il a cédé aux sirènes de Force populaire, parti de l'opposition de droite qui dispose d'une majorité absolue au Congrès et que dirige Keiko Fujimori, la fille de l'ancien

président Alberto Fujimori.

Les députés de l'opposition, en revanche, ont salué le remaniement.

«Je souhaite à Meche (Mercedes Araoz) et au nouveau gouvernement de réussir», a déclaré sur Twitter Luis Galarreta, député de Force populaire et président du Congrès. «Le pays a besoin de changement et le gouvernement doit avoir l'occasion de se ressaisir», a-t-il ajouté.

Pedro Pablo Kuczynski a été contraint de former un nouveau gouvernement, le parlement contrôlé par l'opposition ayant adopté vendredi une motion de censure à l'encontre du cabinet de centre-droit.

Le nouveau ministre de l'Education, Idel Vexler, avait critiqué précédemment les réformes que Kuczynski a juré dans son allocution à la nation vendredi de faire passer. Ancien banquier de Wall Street âgé de 78 ans, Kuczynski a pris ses fonc-

tions voici un an avec la promesse de moderniser le Pérou. S'il partage globalement les choix économiques de Force populaire, il est plus à gauche sur le plan social.

Mercedes Araoz, elle, a été ministre des Finances dans le gouvernement de droite de l'ex-président Alan Garcia, dont le parti coopère étroitement avec Force populaire. Vexler a lui aussi été membre du cabinet sous Alan Garcia. Quant au nouveau ministre du Logement, Carlos Bruce, il est le premier membre d'un gouvernement péruvien à reconnaître ouvertement son homosexualité. La cote de popularité du président Kuczynski a chuté de sept points pour atteindre son plus bas niveau, 22% d'approbation, dans le dernier baromètre mensuel de l'institut de sondages Ipsos, réalisé du 13 au 15 septembre et publié dimanche par le grand quotidien El Comercio.

Reuters

Intégration du livre numérique dans les bibliothèques

Le cadre infrastructurel et juridique mis en place

Le cadre infrastructurel et juridique pour l'intégration du livre numérique dans les bibliothèques publiques a été mis en place par le ministère de la Culture, a indiqué, dimanche à Tizi Ouzou, le sous-directeur des bibliothèques et de la promotion de la lecture publique au ministère de la Culture.



S' exprimant à l'ouverture d'un colloque national sur le livre numérique, organisé par la bibliothèque principale de lecture publique de la ville des Genêts en collaboration avec la direction locale de la culture,

Hacène Mandjour, a expliqué que le ministère de la Culture a mis en place un dispositif important visant la promotion de la lecture et du livre dans ses différents supports (numérique et papier).

Ce dispositif consiste notamment par la

réalisation de nombreuses infrastructures culturelles à travers le territoire nationale, jusque dans des régions reculées, afin de faire parvenir le livre au citoyen où qu'il soit. Le cadre juridique s'exprime quant à lui par la Loi sur le livre et les textes régissant les bibliothèques principales de lecture publiques, a-t-il ajouté.

Si la place du livre numérique dans les bibliothèques et espace de lecture reste timide, ce constat ne traduit pas un manque d'effort de la part des éditeurs, ou des directeurs de ces infrastructures dédiées au livre, mais s'explique par le temps qui a été nécessaire la mise en place d'un réseau de bibliothèque à l'échelle nationale, a-t-il dit.

M. Mandjour a rappelé, à ce propos, que ce réseau nationale a commencé à voir le jour en 2005 avec l'ouverture de bibliothèques publiques dans les différentes wilayas juste après la création, la même année, de la sous-direction des bibliothèques et de la promotion de la lecture, et a été renforcé en 2008 par la création des bibliothèques de lecture publiques.

Ce même responsable a saisi l'occasion de ce colloque sur le livre numérique, pour encourager les directeurs des bibliothèques à prévoir dans leur plan d'action 2018 la création d'espaces pour le livre numérique, d'autant plus que la majorité des adhérents aux bibliothèques publiques sont notamment des jeunes, des étudiants, des chercheurs qui préfèrent lire le livre sur support numérique.

De son côté la directrice locale de la Culture, Nabila Goumeziane, a rappelé que la wilaya de Tizi Ouzou dispose d'un réseau de 69 bibliothèques et de plusieurs salles de lecture et d'une bibliothèque principale de lecture publique. Cette dernière ouverte en octobre dernier compte actuellement 3000 adhérents, a-t-elle fait savoir.

L'objectif de ce colloque était de d'appréhender le livre numérique sous divers aspects dont les modalités, modes de diffusion et de production, de distribution, et rôle des bibliothèques dans la promotion de ce support, a-t-elle dit.

Plusieurs communications, des ateliers sur la thématique de ce colloque, une exposition-vente de livres et une animation culturelle et scientifique avec Kitab Quiz au profit des enfants, sont aussi au menu de ce rendez-vous culturel abrité par la bibliothèque principale de lecture publique.

R. C.

Théâtre d'Oran Hommage à Sirat Boumediene

■ Une rencontre mettant en relief le parcours artistique du regretté comédien Sirat Boumediene (1947-1995) est prévue le 7 octobre prochain à Oran, a-t-on appris dimanche du directeur du Théâtre régional Abdelkader Alloula (TRO). Plusieurs activités sont au menu de cette journée commémorative de la 22ème année de la disparition de l'artiste Sirat, a précisé à l'APS, M. Mourad Senouci.

L'hommage devant être rendu dans ce cadre au TRO comprend, a-t-il indiqué, la pose d'une plaque commémorative, une exposition de photos et d'affiches de pièces théâtrales, ainsi que des témoignages sur les qualités humaines et artistiques de feu Sirat.

Pour la circonstance, la direction du TRO a également réuni, sur un support audiovisuel, nombre de séquences filmées pour mieux faire connaître les prestations scéniques du défunt. Le regretté artiste avait, à son actif, des prestations brillantes à l'instar de son interprétation du personnage *Djelloul El Fhaymi* dans la pièce *El Ajouad* (Les généreux) d'Abdelkader Alloula (1939-1994). Ce rôle valut à Sirat Boumediene le prix de la meilleure interprétation au Festival théâtral international de Carthage (Tunisie, 1985), rappelle-t-on.

Reda A.

Publication prochaine d'un décret exécutif régissant la vente en ligne des livres

La publication du décret exécutif régissant la vente en ligne des livres est prévue dans une année, a annoncé dimanche à Tizi Ouzou le sous-directeur des bibliothèques et de la promotion de la lecture publique au ministère de la Culture.

Intervenant à l'ouverture d'un Colloque national sur la place du livre numérique dans les bibliothèques, abrité par la bibliothèque principale de lecture publique, Mandjour Ahcène, a expliqué que cette loi, permettra aux particuliers qui le souhaitent, d'effectuer des achats de livres en ligne.

Le responsable a rappelé que la loi n 15-13 du 15 juillet 2015 relative aux activités et au marché du livre, traitant de l'édition, l'impression, la commercialisation et la promotion des métiers et des professions du livre, prend en charge ce volet de vente électronique.

L'article 3 de cette même loi définit la vente du livre par voie électronique comme une activité qui consiste en la vente en ligne du livre sur support papier et/ou tout autre support. Le vendeur du livre par voie électronique est une personne physique ou morale, qui vend le livre sur support papier et/ou tout autre support par voie électronique, rappelle-t-on.

R. N.

SILA 2017

L'Afrique du Sud invitée d'honneur de la 22^{ème} édition

La 22^e édition du Salon international du livre d'Alger (SILA) (25 octobre - 5 novembre) ayant choisi l'Afrique du Sud comme invitée d'honneur connaîtra une présence africaine remarquable à travers la participation des maisons d'édition et la contribution d'auteurs et écrivains africains au salon, a indiqué dimanche à Alger le Commissaire du salon, Hamidou Yahiaoui.

«La participation africaine qui était remarquable au niveau du stand «Esprit Panaf» se manifestera lors de cette nouvelle édition à travers des conférences et des rencontres animées par les invités outre la présence d'une production intellectuelle africaine au niveau des stands du salon qui accueillera plus de 520 maisons d'édition cette année», a déclaré le Commissaire du Sila au forum d'Echâab.

M. Yahiaoui a évoqué l'exclusion de 25 maisons d'édition ayant assisté à l'édition de 2016, pour avoir violé le règlement intérieur du SILA en exposant des livres à même le sol dont le Coran, mais aussi pour avoir accusé un retard dans le transport des invendus, expliquant qu'il s'agissait d'une opération commerciale qui n'a aucune relation avec l'administration de l'exposition tout en démentant qu'il y avait un boycott de l'exposition.

Evoquant les rencontres entre l'administration de l'exposition et l'Union des éditeurs arabes quant à cette affaire ainsi que la question relative au contrôle, M. Yahiaoui a précisé que «la loi de 2003 en vigueur est applicable surtout lorsqu'il s'agit d'interdire d'exposition de livres faisant l'apologie du terrorisme et appelant à la radicalisation et les livres qui incitent au racisme,

affirmant que la commission de lecture accomplissait son travail et qu'elle était présente durant toute l'exposition et avait émis des réserves concernant 130 titres sur 120 000 livres».

S'agissant des activités de cette nouvelle édition qui connaîtra une présence particulière de la Chine qui y participe aux côtés d'une cinquantaine d'autres pays, M. Yahiaoui a annoncé un programme culturel riche, les jours de semaine, lequel comprendra 18 communications, des conférences, des distinctions et des activités infantiles au niveau du stand Ahaggar où des livres parascolaires et des livres pour enfants seront exposés en collaboration avec le ministère de l'Education nationale.

L'intervenant a cité l'activité intense prévue cette année par le Haut commissariat à l'amazighité

(HCA) qui compte organiser des activités culturelles du 3 au 5 novembre à l'occasion du centenaire de la naissance de Mouloud Mammeri, rappelant que la clôture du salon prévue initialement le 4 a été prolongée au 5 novembre.

A cette occasion, M. Yahiaoui a appelé les éditeurs à animer davantage leurs stands et à mieux faire connaître leurs produits.

Concernant l'organisation, il a indiqué que la réduction du budget alloué au Salon estimé désormais à 80 millions de dinars n'impactera pas le déroulement de l'événement, d'autant que plusieurs opérateurs économiques sont intéressés par le sponsoring.

Le commissaire du Sila a déploré toutefois certains problèmes dont la fermeture de l'hôtel Hilton qui jouxte le Palais des expositions pour travaux, mettant les organisateurs dans l'obligation de trouver

un autre lieu d'hébergement de leurs hôtes.

M. Yahiaoui a appelé l'administration du Palais des expositions à contribuer au règlement de certains problèmes auxquels les organisateurs sont confrontés, en sus du trafic routier et la panne des ascenseurs.

A une question sur la participation des maisons d'édition arabes à cette manifestation culturelle, il a mis en avant leur fière participation citant, à titre d'exemple, la participation de 97 maisons d'édition égyptiennes.

Quant au prix Assia Djebar qui devrait être attribué dans le cadre de l'exposition, l'intervenant a affirmé que ce prix serait décerné en fin d'année, avant d'ajouter que l'administration du Salon envisageait d'instituer le prix du Salon à partir de 2018.

Reda A.

PAROLES DE FEMMES

Il y a plus d'une sagesse, et toutes sont nécessaires au monde ; il n'est pas mauvais qu'elles alternent.

Marguerite Yourcenar



FEMMES

ILS ONT DIT :

La connaissance parle, mais la sagesse écoute.

Jimi Hendrix

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

Pamela Anderson supplie Kim Kardashian de ne plus porter de fourrure animale

Pamela Anderson, directrice d'honneur de PETA Etats-Unis, vient de publier une lettre sur son site internet dans laquelle elle demande à Kim Kardashian de ne plus jamais porter de manteau de fourrure non synthétique.

Dans une lettre publiée jeudi 14 septembre sur son site internet et destinée à Kim Kardashian, Pamela Anderson, présidente d'honneur de l'association de protection animale Peta, a fait la demande express à la star de télé-réalité de «se défaire de la fourrure» qu'elle porte très souvent en hiver. «Chère Kim, j'ai été ravie de te voir à la Fashion Week de New York. J'ai eu le plaisir d'apprendre à te connaître ces dernières années et je sais que tu as un grand cœur. Je t'écris pour te demander d'étendre ta compassion aux victimes de la mode - les animaux qui sont violemment tués dans l'industrie de la fourrure - en t'engageant à ne pas porter de fourrure cet hiver», explique l'ex-star d'Alerte à Malibu.

Citant la top-model Gisele Bündchen et la Première dame des États-Unis, Melania Trump, parmi les personnalités qui ne portent plus de fourrure animale, la compagne du footballeur Adil Rami a, pour impacter plus encore l'esprit de l'épouse de Kanye West, mis également des liens vers des vidéos montrant la souffrance des animaux élevés pour leur fourrure. «Je t'en prie, prends la bonne décision. Des personnes partout dans le monde - ainsi que mes amis à PETA - applaudiraient cette décision», supplie dans sa conclusion l'actrice de 50 ans.

Un message auquel Kim Kardashian n'a pas donné suite. La businesswoman de 36 - déjà clouée au pilori en août dernier par certains internautes après avoir publié sur Instagram une photo de sa fille, North West, emmitouflée dans un manteau en longs poils - avait été, rappelons-le, enfarinée en mars 2012 à cause de son amour pour la fourrure.

Entièrement recouverte d'une poudre blanche lors de la soirée de lancement de son nouveau parfum, la bimbo, qualifiée de «sorcière en fourrure» par l'enfarineuse, avait alors préféré en rire : «C'est sans doute la chose la plus folle, la plus inattendue et la plus bizarre qui me soit arrivée. Comme je l'ai dit à mon maquilleur, je voulais un peu plus de poudre, mais là, c'est vraiment beaucoup de poudre !»



BEAUTÉ

Consommez du calcium pour vivre plus longtemps !

Bonne nouvelle pour les femmes, une alimentation riche en calcium permet d'augmenter leur durée de vie. Yaourts à volonté !

Une étude des chercheurs de l'Université McGill révèle que des apports journaliers en calcium et jusqu'à 1000 mg par jour limitent les risques de décès pour les femmes.

Le calcium est un nutriment essentiel pour les os et doit être consommé régulièrement pour être en bonne santé. Mais, de précédentes recherches avaient montré que la supplémentation en calcium pouvait être associée à un risque élevé de maladie cardiaque.

Lisa Langsetmo, chercheur associé à l'Université McGill et David Goltzman, Professeur au Département de médecine McGill ont mené des recherches à partir des données de 9 033 Canadiens suivis durant 12 ans et participant à la cohorte Canadian Multicentre Osteoporosis Study (CaMos) sur les effets d'une supplémentation en calcium sur le risque de décès. Pendant cette étude, 1 160 participants sont morts.

Les résultats de l'enquête ont démontré que la consommation quotidienne de suppléments de calcium est associée à un moindre risque de décès pour les femmes. La dose parfaite serait 1000 mg par jour. En revanche, cet apport en calcium n'aurait aucun effet sur

les hommes. La supplémentation en calcium doit être impérativement contrôlée par un médecin. Préférez modifier vos apports natu-

rels de calcium dont les effets sont aussi probants que la supplémentation. Qui, elle peut augmenter le risque de problème cardiaque.

Les résultats de cette étude sont publiés dans le journal of *Clinical Endocrinology & Metabolism*.

MINCEUR

CONTRE L'OBÉSITÉ, MANGEZ DU CHOCOLAT !

Rien de tel que le chocolat pour lutter contre l'empatement ! On n'y croit pas vraiment, et pourtant, c'est ce que vient de prouver une université américaine.

Le chocolat, aliment par excellence

On connaissait déjà ses multiples vertus pour la santé. Le chocolat est idéal pour recharger les batteries en magnésium, qui joue un rôle important dans la gestion du stress et de l'anxiété. En effet, le chocolat noir contient environ 112mg de magnésium dans une part de 100g. Le chocolat au lait, qui en contient 60mg pour la même dose, est également intéressant, mais il est, par contre, plus calorique. Grâce à ses apports en magnésium, le chocolat est également un bon atout pour lutter contre l'ostéoporose et maintenir le système cardio-vasculaire en bon état de

fonctionnement. Il diminue considérablement les risques d'infarctus du myocarde et d'accidents vasculaires cérébraux en faisant chuter la tension artérielle. Bourré d'antioxydants, le chocolat est enfin idéal pour lutter contre les radicaux libres, responsables du vieillissement de la peau.

De nouvelles découvertes scientifiques

Mais le chocolat aurait encore d'autres atouts, comme celui de limiter les risques d'obésité. Une étude réalisée par Penn State, l'Université de Pennsylvanie aux États-Unis a, en effet, prouvé que le cacao réduisait les prises de poids excessives. Des résultats particulièrement probants avec une consommation régulière de cacao sous forme de chocolat chaud. C'est toutes nos idées reçues sur le sujet qui partent en éclats !

Réalisée pendant 10 semaines, l'étude a consisté à faire ingurgiter de la poudre de cacao à des souris. Divisées en deux groupes, certaines ont consommé l'équivalent de 4 à 5

tasses de chocolat, en complément d'une alimentation riche en graisses. Les autres se sont contentées du régime calorique. Résultat ? Celles qui ont consommé la poudre de cacao ont connu moins d'inflammations liées à l'obésité que les autres.

Concrètement, comment profiter des bienfaits du chocolat ?

Inutile de vous ruer vers la machine de boissons chaudes avec une excuse toute trouvée pour consommer du chocolat toute la journée. Pour en tirer tous les bénéfices sans en subir les conséquences (néfastes) sur la balance, on privilégie la poudre de cacao brute. Reste à savoir si son petit goût amer fera vibrer vos papilles. A l'inverse, les poudres cacaotées (type Poulain, Banania...) sont très riches en sucres et donc peu conseillées pour une consommation fréquente. Idem pour le chocolat en tablette, il suffit de 2 carreaux par jour pour en tirer les bienfaits, quand la tablette entière peut s'avérer fatale.



Les DEBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.78.14.16** -

Fax : **021.78.14.17** - Service Publicité : **021.78.14.17** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : **http://www.lesdebats.com** • Impression **SIA** • Publicité **ANEP** 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

SPORTS ▶▶

MC Alger

Casoni reste confiant



Le coach français de Mouloudia d'Alger, Bernard Casoni, s'est montré satisfait du rendement de ses joueurs lors du dernier match de Coupe de la Confédération africaine face au Club Africain qui s'est soldé par un succès sur la plus petite des marges. Le premier responsable du staff technique algérois pense que son équipe a réussi l'essentiel en battant la formation tunisienne même si la tâche n'était pas aussi facile au vu de l'ardeur et de la ténacité de l'adver-

saire qui en voulait lors de cette première manche et qui n'avait pas baissé les bras jusqu'à la fin du match. Le driver des Rouge et Vert estime que son team s'en sort donc bien en attendant de confirmer lors de la manche retour qui se joue en moins d'une semaine à Tunis. Le Doyen tentera de revenir avec le meilleur résultat possible pour arracher la qualification aux demis finales de cette compétition. Le coach pense que ses joueurs sont mêmes capables de réussir un autre succès même à l'ex-

térieur de leurs bases. Il compte donc préparer comme il se doit cette deuxième confrontation qu'il estime très importante. Il demande, ainsi, plus de concentration de ses joueurs pour réussir l'essentiel et arriver à débloquer la situation et revenir avec le ticket de la qualification au carré d'as. Pour ce qui est de ce match, il ne compte pas faire beaucoup de changements, d'autant plus que le groupe sur lequel il avait compté au match aller avait donné satisfaction.

L'essentiel est que ces joueurs soient encore décidés à se donner à fond pour éviter toute mauvaise surprise, d'autant plus que cela ne sera pas aussi facile qu'on ne le pense et que même l'avantage d'un but ne les met pas à l'abri totalement, sachant que la formation tunisienne jouera son va tout. La préparation pour ce match sera beaucoup plus d'ordre psychologique puisque les joueurs doivent être du fait qu'ils doivent encore consentir d'autres sacrifices.

Imad M.

Confédération africaine de Boule Lyonnaise Harroug élu premier vice-président

■ Le président de la Fédération algérienne des sports de boules (FASB), Mohamed Rida Harroug a été élu 1er vice-président de la Confédération africaine de boule lyonnaise (CASB) dont l'assemblée générale (AGC) constitutive a été tenue à Casablanca au Maroc, en marge du Championnat du monde (messieurs) qui débute, lundi et se poursuivra jusqu'au 25 septembre. A l'issue de son élection, Harroug qui est également, l'actuel président de la fédération algérienne de sports boules (FASB) n'a pas caché sa joie pour ce nouveau poste qui offre à l'Algérie, l'occasion de mettre, au service de l'Afrique, son expérience pratique dans les disciplines de sports boules et spécialement la boule lyonnaise (Jeu long). «Ce nouveau poste de responsabilité est une opportunité pour nous de participer au développement de la boule lyonnaise en Afrique (jeu long). Ce sport prend de plus en plus d'envergure dans notre grand continent et ce qui nous a incité nous les responsables des fédérations nationales, après l'accord de la FIB (Fédération internationale de boules), de l'UCSA (Union des Confédérations sportives d'Afrique) et de la Confédération mondiale des sports de boules (CMSB), à nous unir autour d'une structure solide regroupant tous les pays afin de pousser de l'avant le jeu long en Afrique», a indiqué Rida Harroug. De l'avis du responsable algérien, la nouvelle équipe dirigeante de la Confédération devra avoir une vision expansionniste pour rendre la boule lyonnaise en Afrique plus compétitive. «La nouvelle direction aura à élaborer un plan d'action raisonnable porté sur le développement et la massification du jeu long dans le continent, et mettre aussi en place une feuille de route pour les cadres techniques et administratifs africains et autres, afin de leur permettre de suivre l'évolution de ce sport et être au diapason de ce qui se fait un peu partout ailleurs», a-t-il souligné. Douze pays africains ont pris part aux travaux de l'assemblée constitutive de la Confédération africaine de boule lyonnaise (CASB). Il s'agit de l'Algérie, Maroc, Burkina Faso, Niger, Egypte, Djibouti, Mauritanie, Nigeria, Libye, Tunisie, Soudan et Côte d'Ivoire. Les membres de l'AG ont aussi porté, le Marocain Lahcen Bouaoud à la tête de la Confédération africaine de boule lyonnaise (CASB). L'actuel président de la Fédération royale marocaine du sport-boules (FRMSB), a été élu à l'unanimité à la présidence et était seul candidat. Dans une déclaration à la presse, suite à son élection, le premier président de la CASB a fait savoir que trois chantiers seront érigés en priorité lors de son mandat, à savoir la formation des jeunes, la mise à niveau des clubs et la vulgarisation de la discipline en Afrique et au Maroc. Le nouveau comité directeur de la CASB comprend trois vice-présidents en l'occurrence, Mohamed Rida Harroug (Algérie), Yasser Ababakr (Soudan) et Mohamed Taouil (Libye), aux côtés du secrétaire général, Mohamed Soussi (Maroc) et du trésorier, Abdelatif Abou Taher (Maroc).

Journée internationale du sport Universitaire La fédération algérienne célèbre la journée à Alger

■ La Fédération algérienne du sport universitaire célèbre, mercredi à l'école supérieure du sport à Dely Ibrahim (Alger), la journée internationale du sport universitaire, coïncidant avec le 20 septembre de chaque année, a indiqué dimanche un communiqué de l'instance sportive nationale. Au programme de la journée, figure une conférence scientifique et historique et des portes ouvertes sur le sport universitaire, à partir de 09h00. En marge de la journée, la FASU saisira l'occasion pour honorer les athlètes algériens médaillés des derniers Universiades à Taipei. La journée internationale du sport universitaire, proclamée par l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la science et la culture (Unesco) de la Journée Internationale du Sport Universitaire (IDUS), est célébrée dans le monde depuis 2016. Elle permet de promouvoir les valeurs du sport et les politiques qui y sont liées en insistant sur le sens de l'éthique, la lutte contre le dopage, le fair-play, l'éducation physique, un mode de vie sain, la qualité de vie, une éducation physique de qualité, l'égalité entre les genres et l'intégration sociale pour garantir une éducation physique de haute qualité. Pour l'occasion, des manifestations sportives seront organisées à destination des étudiants dans une cinquantaine de pays dans le monde. Cet événement a pour ambition de célébrer les valeurs du sport et de promouvoir l'activité physique comme partie intégrante de l'éducation et également de souligner le rôle social des universités et de leurs programmes ouvrant le sport à tous pour inviter le plus grand nombre à la pratique d'une activité physique régulière. La journée a aussi pour but de réaffirmer l'importance que doit avoir et conserver le sport à l'université et dans la vie quotidienne des étudiants.

Natation

Balamane : "Avec une meilleure préparation, je réaliserai de meilleures performances à l'avenir"

■ Le nageur algérien Moncef Balamane considère qu'avec de bonnes conditions de préparation, il pourrait réaliser de meilleures performances à l'avenir, y compris aux championnats du monde «juniors» de 2019. «Le niveau de la compétition est de plus en plus élevé, et on aura besoin de beaucoup de travail pour atteindre la phase finale des championnats du monde» a-t-il estimé, car considérant que malgré les efforts de la Fédération algérienne de natation (FAN), la préparation de cet événement reste insuffisante. «Dix jours de préparation au niveau de la piscine du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf d'Alger, c'est trop peu» a-t-il précisé, surtout que «le bassin n'était pas vraiment adéquat» a ajouté le sociétaire de l'NR Dely Ibrahim. Balamane (16 ans) avait échoué à une marche des demi-finales de brasse, aux derniers championnats du monde «juniors», disputés du 23 au 28 août 2017 à Indianapolis (Etats-Unis). Mais il a quand même eu la satisfaction d'améliorer ses chronos dans chacune des trois épreuves, à savoir : le 100m (1:04.21), le 50m (29.67) et le 200m (2:08.73). «Ces bons chronos prouvent une certaine progression, mais je reste très loin du haut niveau, dominé

par les géants américains et australiens» a-t-il reconnu. Pour espérer monter sur le podium et décrocher des médailles aux Mondiaux de 2019, Balamane affirme avoir besoin de «meilleurs stades de préparation», de préférence à l'étranger. «Effectuer un stage de 21 jours dans un complexe européen en altitude sera certainement très bénéfique pour nous» a-t-il cité à titre d'exemple, en confirmant la véracité de ses dires par des bienfaits «prouvés scientifiquement». Pour sa part, l'entraîneur adjoint du club NRDI, Salah Lergam, a qualifié la participation de Balamane de «positive», vu le niveau très élevé de la compétition. «Ses résultats étaient plus que satisfaisants, puisqu'il a amélioré tous ses chronos. Ce qui n'était pas vraiment évident, car il sortait d'une grosse compétition» (l'Open d'Algérie, ndr) a expliqué Lergam, ajoutant que de surcroît «Balamane possède une bonne marge de progression. Ce qui laisse supposer qu'il sera beaucoup plus fort dans deux ans. D'où notre optimisme qu'il fera mieux aux mondiaux de 2019. D'ailleurs c'est le même souhait affiché par Moncef : «Je pense qu'à la prochaine édition de 2019, avec plus d'expérience et une meilleure préparation, je pourrai alors réaliser de

meilleurs résultats et obtenir un meilleur classement». Le jeune nageur algérien se projette déjà dans l'avenir, puisqu'il a déjà entamé la préparation du championnat arabe des jeunes, prévus en Egypte en novembre 2017 : «Mon objectif aux championnats arabes de la jeunesse au mois de novembre prochain, c'est de mieux représenter mon pays, et gagner des médailles, ainsi se préparer aux jeux olympiques de la jeunesse 2018 en Argentine». Pour rappel, l'Algérie, a participé aux championnats du monde juniors disputés à Indianapolis (Etats-Unis), du 23 au 28 août 2017 avec trois nageurs. Outre Moncef Balamane, il s'agit de Abdallah Ardjoun (16 ans /l'ASPTT - Alger), qui a atteint les demi-finales du 100m dos avec un chrono (55.89/nouveau record d'Algérie), du 50m dos (26.10/nouveau record d'Algérie) et du 200m dos (2:03.01/nouveau record d'Algérie), et Djawed Syoud (18 ans/club de Challans, France), qui a réalisé le 20e temps des demi-finales du 400m 4 nages, avec un chrono de (4:28.76), puis le 10e temps du 200m 4 nages, avec un chrono de (2:03.34), avant d'obtenir la 29e place des séries du 100m papillon, avec un chrono de 55.55).



Algier
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 28 °C



Oran
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 29 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 28 °C

Libye

Des affrontements font deux morts à Sabratha

Des affrontements entre forces de sécurité ont fait deux morts dimanche dans la ville de Sabratha, dans l'ouest de la Libye, selon une source sécuritaire.

"Des affrontements ont éclaté entre la Chambre opérationnelle anti-EI et des membres du Conseil militaire de la ville, tuant deux personnes", a déclaré aux médias une source à Sabratha. "Des affrontements aux armes de petit et moyen calibres ont éclaté vendredi à l'aube, après qu'un membre du Conseil militaire de la ville a été tué par des membres de la Chambre opérationnelle anti-EI", a ajouté la source. Les affrontements auraient à présent cessé, et les anciens de la ville seraient intervenus pour servir de médiateurs entre les deux parties.

La Chambre opérationnelle anti-EI de Sabratha a été créée en 2016. Elle est alliée au gouvernement d'union nationale de Tripoli, soutenu par l'ONU. Le Conseil militaire est opposé à la Chambre, dont il accuse les membres d'être en fait loyaux à l'armée du général Haftar, basée dans l'est du pays. Malgré la signature d'un accord de paix parrainé par l'ONU et la formation d'un gouvernement d'union nationale, la Libye reste politiquement divisée. Depuis le soulèvement de 2011, qui a conduit au renversement du régime de l'ancien leader Mouammar Kadhafi, le pays est gangrené par des troubles et des violences croissantes.

APS

Chine

Un temple de 2 000 tonnes déplacé sur 30 mètres

Le bâtiment principal d'un temple bouddhiste de Shanghai vieux de 135 ans a été déplacé de 30 mètres afin de réduire l'engorgement de ce site très visité de la mégapole chinoise. Des milliers de personnes se pressent chaque jour au temple du Bouddha de jade et les autorités désirent sécuriser le lieu et éviter tout risque d'incendie, relativement élevé en raison des nombreux bâtonnets d'encens qui s'y consomment.

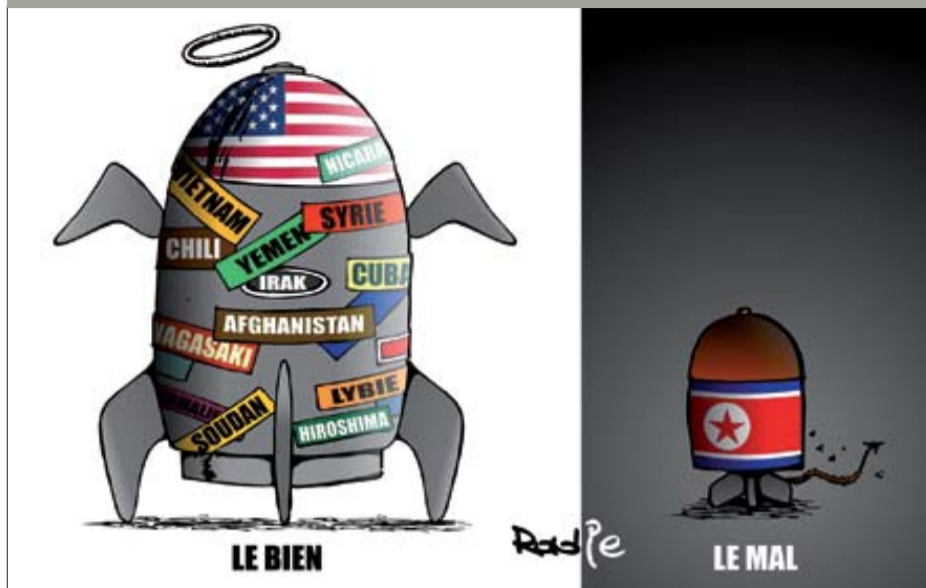
Le "pavillon Mahavira", d'un poids de 2 000 tonnes, a été placé sur des rails spécialement conçus pour l'opération et déplacé lentement afin de dégager davantage de place dans les zones adjacentes. L'opération a été achevée dimanche à l'issue d'un processus qui aura duré deux semaines.

Les statues qui étaient situées dans le pavillon, construit entre 1918 et 1928, avaient été préalablement protégées et ont été déplacées avec le bâtiment, a précisé le *Quotidien du peuple*, le journal officiel du Parti communiste au pouvoir en Chine.

APS

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr



Irak

Près de 500 femmes de terroristes étrangers seront expulsées



Près de 500 femmes de terroristes étrangers arrêtées à Mossoul, dans le nord de l'Irak, avec leurs 800 enfants ont été déplacées dimanche vers un centre de rétention pour «enquête avant expulsion», a affirmé lundi un membre du conseil provincial de Ninive.

«Ils se trouvent dans un centre de rétention à Tel Keif, sous le contrôle des forces de sécurité irakiennes, pour examiner leur cas avant une éventuelle expulsion du pays», a affirmé ce responsable, cité par l'AFP.

Ces femmes et leurs enfants se trouvaient auparavant dans un camp à 60 km au sud de Mossoul, qui était géré par des organisations internationales.

Selon un haut respon-

sable de la sécurité irakienne, il s'agit de 509 femmes et 813 enfants appartenant à 13 nationalités d'Europe, d'Asie et d'Amérique.

Une source au sein du gouvernement irakien a indiqué qu'environ 300 femmes étaient de nationalité turque.

Le responsable au sein du Conseil provincial a de son côté précisé que «le transfert de ces familles s'est fait sur ordre du Premier ministre Haider al-Abadi» et «pourrait faire partie des préparatifs en vue de leur départ vers leurs pays d'origine».

Certaines de ces familles avaient été remises aux autorités irakiennes, il y a une semaine après s'être rendues aux forces kurdes, déployées dans le nord du pays.

«Les organisation huma-

nitaires doivent avoir un libre accès à ce nouveau lieu pour qu'elles puissent continuer à leur fournir assistance et surveiller leurs conditions de vie», a déclaré un communiqué, Melany Markham, porte-parole de l'ONG Norwegian Refugee Council (NRC) en Irak.

Fin août, les forces irakiennes ont reconquis le bastion terroriste de Tal Afar (nord), à la lisière du Kurdistan irakien, après avoir rencontré une forte résistance à al-Ayadih, une localité où s'étaient retranchés les derniers terroristes. Des centaines de femmes et d'enfants de terroristes «s'étaient livrés aux forces kurdes dans le nord d'al-Ayadih», avaient indiqué des responsables.

R. Y.

Etats-Unis

Un étudiant armé d'un couteau abattu par la police sur un campus

Un étudiant armé d'un couteau a été abattu par la police sur le campus de l'Institut de technologie de Géorgie (Georgia Tech) à Atlanta, chef-lieu de l'Etat de Géorgie, ont annoncé dimanche les autorités. La police de Georgia Tech a reçu un appel signalant la présence d'une personne armée d'un couteau et d'une arme à feu près d'une résidence universitaire samedi vers 23 h, a indiqué le Bureau d'enquête de Géorgie (GBI) dans un communiqué de presse publié dimanche.

Les policiers sont arrivés sur les lieux et ont essayé de prendre contact avec Scout Schultz (21 ans), qui tenait un couteau devant un parking du campus, selon le communiqué.

Scout Schultz se serait approché des poli-

ciers sans respecter leurs ordres, ce qui a poussé l'un d'entre eux à tirer. Scout Schultz a été emmené dans un hôpital voisin, mais a succombé à ses blessures, selon le communiqué. Aucun policier n'a été blessé dans cet incident. Les vidéos prises par des témoins montrent que Scout Schultz marchait pieds nus avec un objet dans sa main droite au moment des faits et a crié «Tirez sur moi!» aux policiers qui lui demandaient de déposer le couteau. Scout Schultz était un étudiant en quatrième année de génie informatique originaire de Lilburn, une ville située au nord-est d'Atlanta, selon un communiqué publié dimanche matin par l'Institut de technologie de Géorgie.

APS

ACTU...

Tlemcen

Saisie de 43 kg de kif

Une quantité de 43 kg de kif traité a été saisie par les éléments de la BRI relevant de la police judiciaire de Tlemcen, a-t-on appris hier de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya. Exploitant des informations, les policiers ont découvert ces stupéfiants, cette semaine, dans un endroit situé entre El Bouihi et El Aricha, au sud du chef-lieu de wilaya. La drogue, emballée sous forme de plaquettes, était dissimulée dans deux trous, a-t-on précisé. Une enquête a été ouverte pour tenter d'identifier les auteurs de ce trafic.

F. K.

Hussein Dey

Une bande spécialisée dans le trafic de psychotropes démantelée

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont démantelé, récemment, une bande composée de trois individus spécialisée dans le trafic de psychotropes au niveau de la commune de Hussein Dey, où 760 comprimés ont été saisis, a-t-on appris auprès des mêmes services.

La bande a été démantelée suite à des informations parvenues à la Brigade de la police judiciaire de Hussein Dey, faisant état d'un individu s'adonnant au trafic de diverses sortes de comprimés de psychotropes, indique un communiqué de ces services, précisant que le mis en cause a été arrêté en possession de 300 comprimés de psychotropes et d'une arme blanche de grand calibre. Les investigations ont conduit à l'identification de deux autres suspects arrêtés en possession de 460 comprimés de psychotropes et d'argent provenant de ce trafic. L'un des suspects avait admis qu'il se rendait auprès des psychiatres simulant une pathologie mentale pour obtenir des ordonnances prescrivant des médicaments qu'il achetait et revendait par la suite avec l'aide de son acolyte. Les trois mis en cause ont été présentés devant les juridictions territorialement compétentes et placés en détention provisoire, conclut la même source.

B. T.

Tissemsilt

Trois incendies détruisent 15 ha d'arbres forestiers

Trois incendies déclarés ces dernières 48 h dans la wilaya de Tissemsilt, ont ravagé plus de 15 ha d'arbres forestiers, a-t-on appris, hier, de la Conservation locale des forêts. Le premier feu a été enregistré, samedi après midi, à la forêt Djouaza de Sidi Lantri, causant la destruction de 4 ha d'arbres de pin d'Alep.

Deux autres feux ont été enregistrés dimanche au niveau des forêts de Sidi Kacem (Lardjam) et Aïn Mézila (Béni Chaib), détruisant 11 ha d'arbres de pin d'Alep, de chêne et d'eucalyptus. L'intervention des agents de la conservation des forêts, soutenus par des éléments de la protection civile, a permis d'éteindre ces feux. La vigilance et l'intervention rapide des agents des deux corps ont permis de sauver de vastes superficies menacées par les flammes.

Un important dispositif a été mis en place pour éteindre ces incendies dont les causes ne sont pas encore connues.

H. M.